



Comité économique et social européen

Bruxelles, le 23 mai 2007

S U I T E A U X A V I S

adoptés par le Comité économique et social européen

lors des sessions plénières

du quatrième trimestre 2006



Relevé trimestriel présenté

par la Commission européenne



SUIVI ACCORDÉ PAR LA COMMISSION AUX AVIS DU
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN
RENDUS AU COURS DU 4^e TRIMESTRE 2006

(octobre et décembre 2006)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE A: Avis exploratoires¹

N°	TITRE	RÉFÉRENCES	DG RESP.	P.
27. 3 ^e trim 06	L'approvisionnement énergétique de l'UE M ^{me} SIRKEINEN (Empl./FI)	CESE 1176/2006	TREN	7
38.	Les activités volontaires: leur rôle dans la société européenne et leur impact Rapporteuse: M ^{me} KOLLER (Trav./HU) Corapporteur: Gräfin ZU EULENBURG (Act. Div./DE)	CESE 1575/2006	EAC	9

PARTIE B: avis faisant l'objet d'une réponse substantielle

N°	TITRE	RÉFÉRENCES	DG RESP.	P.
64. 3 ^e trim 06	La société civile en Biélorussie Rapporteur: M. STULIK (Act. Div./CZ)	Avis d'initiative CESE 1167/2006	RELEX	13
14.	Futur élargissement de la zone euro Rapporteuse: M ^{me} ROKSANDIC (Trav./SI)	COM(2006) 322 fin CESE 1370/2006	ECFIN	19
17.	Nouvelles politiques du tourisme: vers un partenariat renforcé Rapporteur: M. MENDOZA CASTRO (Trav./ES) Co-Rapporteur: M. BARROS VALE (Empl./PT)	COM(2006)134 final CESE 1565/2006	ENTR	21
18.	Responsabilité sociale des entreprises Rapporteuse: M ^{me} PICHENOT (Act. Div./FR)	COM(2006) 136 final CESE 1576/2006	ENTR	23
20.	Coordination des systèmes de sécurité sociale Rapporteur: M. GREIF (Trav./AT)	COM(2006) 16 final CESE 1371/2006	EMPL	26
21.	Sécurité sociale des travailleurs Rapporteur: M. RODRÍGUEZ GARCÍA-CARO (Empl./ES)	COM(2005) 676 fin CESE 1574/2006	EMPL	29
25.	Vers un secteur vitivinicole Rapporteur: M. KIENLE (Empl./DE)	COM(2006) 319 fin CESE 1569/2006	AGRI	31

¹ Les n° de la colonne de gauche correspondent aux n° de la liste de demandes de contributions (note SC(2006) 19 du 23 mars 2006).

27.	OCM Bananes Rapporteur: M. ESPUNY MOYANO (Empl./ES)	Avis d'initiative CESE 1573/2006	AGRI	33
29.	Autorité de surveillance GNSS – modification de la gestion Rapporteur: M. BUFFETAUT (Empl./FR)	COM(2006) 261 final CESE 1366/2006	TREN	36
34.	Réseaux publics de téléphonie mobile – Itinérance Rapporteur: M. HERNÁNDEZ BATALLER (Act. Div./ES)	COM(2006) 382 final CESE 1367/2006	INFSO	37
35.	Plan d'action i2010 pour l'e-gouvernement Rapporteur: M. HERNÁNDEZ BATALLER (Act. Div./ES)	COM(2006) 173 final CESE 1581/2006	INFSO	40
36.	Espèces étrangères en aquaculture Rapporteur: M. ESPUNY MOYANO (Empl./ES)	COM(2006) 154 fin CESE 1355/2006	FISH	42
41.	Allégations nutritionnelles portant sur les denrées alimentaires Rapporteur: M. GKOFAS (Act. Div./EL)	COM(2006) 607 final CESE 1571/2006	SANCO	43
43.	Programme d'action pour la douane Rapporteuse: M ^{me} BATUT (Trav./FR)	COM(2006) 201 final CESE 1374/2006	TAXUD	44

PARTIE C: avis faisant l'objet d'un autre type de réponse

a) Accord entre la Commission et le CESE

N°	TITRE	RÉFÉRENCES	DG RESP.	P.
3.	Elimination contrôles – transports par route et voies navigables Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)	COM(2006)432 final CESE 1368/2006	SJ	46
4.	Propriété intellectuelle – droit de location Rapporteur: M. RETUREAU (Trav./FR)	COM(2006) 226 final CESE 1350/2006	SJ	46
5.	Durée de protection du droit d'auteur Rapporteur: M. RETUREAU (Trav./FR)	COM(2006) 219 final CESE 1351/2006	SJ	46
6.	Dispositions législatives - domaine des transports Rapporteur: M. TOTH (Act. Div./HU)	COM(2006) 284 final CESE 1364/2006	SJ	46
7.	Véhicules à moteur/montage plaque d'immatriculation arrière Rapporteur: M. JANSON (Trav./SE)	COM(2006) 478 final CESE 1353/2006	SJ	46
8.	Publicité trompeuse Rapporteur: M. WESTENDORP (Act. Div./NL)	COM(2006) 222 final CESE 1352/2006	SJ	46
9.	Eaux conchylicoles Rapporteur: M. KALLIO (Act. Div./FI)	COM(2006) 205 final CESE 1358/2006	SJ	46

10.	Micro-organismes génétiquement modifiés Rapporteur: M. CHIRIACO (Trav./IT)	COM(2006) 286 final CESE 1360/2006	SJ	47
11.	Protection des veaux Rapporteur: M. NIELSEN (Act.div./DK)	COM(2006) 258 final CESE 1359/2006	SJ	47
12.	Actions d'éradication certaines maladies animales Rapporteur: M. COUPEAU (Act. Div./FR)	COM(2006) 315 final CESE 1361/2006	SJ	47
13.	Identification des commandes, témoins et indicateurs/véhicules à moteurs 2 ou 3 roues Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)	COM(2006) 556 final CESE 1567/2006	SJ	47
16.	Médicaments utilisés en pédiatrie Rapporteuse: M ^{me} HEINISCH (Act. Div./DE)	COM(2006) 640 final CESE 1568/2006	ENTR	47
22.	Circulation des aliments composés pour animaux Rapporteur: M. NIELSEN (Act. Div./DK)	COM(2006) 340 final CESE 1363/2006	AGRI SANCO	48
39.	Plan d'action européen sur le bien-être animal Rapporteur: M. NIELSEN (Act. Div./DK)	COM(2006) 13 final CESE 1356/2006	SANCO	48
44.	TVA/services de radiodiffusion, télévision et voie électronique Rapporteur: M. BURANI (Empl./IT)	COM(2006) 739 final CESE 1563/2006	TAXUD	48

b) Avis pour lesquels la Commission formule certaines remarques

N°	TITRE	RÉFÉRENCES	DG RESP.	P.
10. 3 ^e trim 06	Risques et problèmes liés à l'approvisionnement de l'industrie européenne en matières premières M. VOSS (Act. Div./DE)	Avis d'initiative CESE 964/2006	ENTR ENV	49
57. 3 ^e trim 06	L'immigration au sein de l'UE et les politiques d'intégration M. PARIZA CASTAÑOS (Trav./ES)	Avis d'initiative CESE 1169/2006	JLS	53
15	GOPE et gouvernance économique Rapporteur: M. NYBERG (Trav./SE)	Avis d'initiative CESE 1369/2006	ECFIN	54
24	Plan d'action – Forêts Rapporteur: M. WILMS (Trav./DE)	COM(2006) 302 fin CESE 1326/2006	AGRI	56
28	Statut de l'entreprise commune GALILEO Rapporteur: M. PEZZINI (Empl./IT)	COM(2006) 351 fin CESE 1365/2006	TREN	58
37	Un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme Rapporteuse: M ^{me} LE NOUAIL MARLIERE (Trav./FR)	COM(2005) 596 fin CESE 1372/2006	EAC	60
46	Règles relatives à la loi applicable en matière matrimoniale Rapporteur: M. RETUREAU (Trav./FR)	COM(2006) 399 fin CESE 1579/2006	JLS	62

47	Les enfants victimes de violences domestiques Rapporteuse: M ^{me} HEINISCH (Act. Div./DE)	Avis d'initiative CESE 1577/2006	JLS	63
----	---	-------------------------------------	-----	----

c) **Avis pour lesquels, en l'état, la Commission n'est pas en mesure de formuler des remarques**

N°	TITRE	RÉFÉRENCES	DG RESP.	P.
1.	Livre vert Transparence Rapporteuse: M ^{me} SÁNCHEZ MIGUEL(Trav./ES)	COM(2006) 194 fin CESE 1373/2006	S.G.	65
2.	Les liens et les pratiques entre les autorités nationales et communautaires Rapporteur: M. VAN IERSEL (Empl./NL)	Avis d'initiative CESE 1564/2006	S.G.	65
19	Livre vert – Actions et dommages et intérêts Rapporteuse: M ^{me} SÁNCHEZ MIGUEL(Trav./ES)	COM(2005) 672 fin CESE 1349/2006	COMP	65
23	Etiquetage des boissons spiritueuses Rapporteur: M. DORDA (Empl./PL)	COM(2005) 125 fin CESE 1354/2006	AGRI	65
26	Soutien au développement rural par le FEADER Rapporteur: M. KIENLE (Empl./DE)	COM(2006) 237 fin CESE 1570/2006	AGRI	65
30	Navigation intérieure – prescriptions techniques bateaux Rapporteur: M. RUSCHE (Empl./DE)	COM(2006) 646 fin CESE 1582/2006	TREN	66
31	Aviation civile – harmonisation règles techniques Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)	COM(2006) 645 final CESE 1583/2006	TREN	66
32	Sûreté de la chaîne d'approvisionnement – transports marchandises Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)	COM(2006) 79 final CESE 1580/2006	TREN	66
33.	Libérer et renforcer le potentiel de l'Europe pour la recherche, le développement et l'innovation Rapporteur: M. WOLF (Act. Div./DE)	Avis demandé par la future présidence DE CESE 1566/2006	RDT	66
40	Dépenses dans le domaine vétérinaire Rapporteur: M. NIELSEN (Act. Div./DK)	COM(2006) 273 final CESE 1357/2006	SANCO	67
42	Adjonctions de vitamines, des substances minérales aux denrées alimentaires Rapporteur: M. KAPUVARI (Trav./HU)	COM(2006) 606 fin CESE 1572/2006	SANCO	67
45.	Vers une stratégie de l'UE sur les droits des enfants Rapporteuse: M ^{me} VAN TURNHOUT (Act. Div./IE)	COM(2006) 367 fin CESE 1578/2006	JLS	67

PARTIE A: Avis exploratoires²

<p>27. L'approvisionnement énergétique de l'UE CESE 1176/2006 – Septembre 2006 3^e trim 06 Rapporteuse: M^{me} SIRKEINEN (Empl./FI) DG TREN - M. Piebalgs</p>	
<p>Points de l'avis du CESE estimés essentiels</p>	<p>Position de la Commission</p>
<p>La démarche: "compte tenu des contraintes auxquels l'energy mix doit se soumettre, pouvons-nous, dès à présent, déjà exclure certaines options énergétiques, qui à l'avenir ne seront plus nécessaires ?"</p> <p>La réponse est "non": "Le CESE estime que l'Europe a besoin de se fixer l'objectif stratégique de diversification de sa combinaison énergétique en répondant à des objectifs d'optimisation économique, de sécurité de l'approvisionnement et de lutte contre les changements climatiques. Toutes les sources d'énergie et toutes les technologies présentent, vis-à-vis de ces objectifs, des avantages et des inconvénients qui doivent être pris en considération d'une manière ouverte et équilibrée".</p> <p>Il n'est donc pas question d'exclure l'une ou l'autre source d'énergie – ni le charbon, ni le nucléaire – mais de réduire celles les plus polluantes et de réduire la dépendance.</p>	<p>L'avis du Comité est très informatif et très équilibré. Il n'a pas mis en cause les orientations du Livre vert de la Commission "Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable" (COM(2006) 105) et il est substantiellement en accord avec la position de la Commission.</p> <p>Bien que cet avis n'ait pas été rédigé comme réponse directe au débat ouvert par le livre vert, il a été pris en considération comme une contribution utile. Ce rapport a donc été mentionné dans le document de travail de la Commission 'Summary report on the analysis of the debate on the green paper' (SEC(2006)1500), qui a été le point de départ de l'analyse de la Commission pour l'élaboration d'une politique de l'énergie.</p>
<p>L'efficacité énergétique est la première réponse clef aux défis de politique énergétique car une meilleure efficacité soutient toutes les cibles de politique énergétique - la compétitivité, la sécurité d'approvisionnement, le changement de climat.</p> <p>Les sources d'énergie renouvelable ont beaucoup de potentiel dans l'UE et ont besoin d'appuis spécifiquement adaptés. Dans le transport, une variété de mesures (carburants alternatifs, une gestion intelligente du trafic, véhicules hybrides, etc.) pourraient aider à réduire la dépendance du pétrole.</p>	<p>Démarche de la Commission:</p> <p>Le Plan d'action sur l'efficacité énergétique (COM(2006)545), a été adopté le 19 octobre 2006 et le "paquet énergie" adopté le 10 janvier 2007 inclut une feuille de route sur les énergies renouvelables (COM(2006)848).</p>

² Les n° de la colonne de gauche correspondent aux n° de la liste de demandes de contributions (note SC(2006) 19 du 23 mars 2006).

<p>L'énergie nucléaire continue à être une option pour l'avenir et aussi longtemps que la demande ne peut pas être satisfaite par d'autres technologies et sources (fusion, énergies renouvelables etc.); un meilleur soutien est nécessaire pour la sécurité nucléaire et la gestion des déchets.</p>	<p>Sur la base de l'Art. 40 du Traité EURATOM, le "paquet énergie" adopté le 10 janvier 2007, inclut un projet de "Programme Illustratif Nucléaire Communautaire" (COM(2006)844), sur lequel d'ailleurs le CESE doit donner un avis obligatoire avant adoption finale par la Commission.</p>
<p>Les nouvelles technologies tiendront compte d'un usage sain et environnemental des sources d'énergie traditionnelles comme le charbon et le gaz à l'avenir (technologie propre du charbon, gaz naturel liquéfié etc.). En conclusion, une meilleure coordination de politique énergétique dans l'UE et l'amélioration des efforts accrus de R&D sont également essentiels à une stratégie énergétique optimale de l'EU.</p>	<p>Le "paquet énergie" adopté le 10 janvier 2007 inclut une communication sur les technologies "propres" qui visent une utilisation durable du charbon (COM(2006)843).</p> <p>Un Plan stratégique sur les technologies de l'énergie devra être adopté à la fin 2007. La Communication préliminaire (COM(2006)847) faisait partie du paquet énergie du 10 janvier.</p>

<p>38. Les activités volontaires: leur rôle dans la société européenne et leur impact Avis exploratoire - CESE 1575/2006 – Décembre 2006 Rapporteuse: M^{me} KOLLER (Trav./HU), Corapporteur: Gräfin zu EULENBURG (Act. Div./DE) DG EAC – M. Figel'</p>	
<p>Points de l'avis du CESE estimés essentiels</p>	<p>Position de la Commission</p>
<p>1.1 Le CESE demande à la Commission de procéder à la proclamation d'une Année des volontaires, puis de publier au plus vite un Livre blanc sur les activités volontaires et la citoyenneté active en Europe.</p>	<p>La Commission souhaite renforcer le rôle et la visibilité du volontariat et s'engage à examiner les meilleurs moyens de le promouvoir. En ce qui concerne les Années européennes, elle informe le Comité que des thèmes pour les années européennes sont déjà prévus pour 2008 (dialogue interculturel), 2010 (lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale), et une proposition est en cours afin de désigner 2009 l'année européenne pour l'éducation, culture et la créativité.</p>
<p>1.2; 1.3; 1.7: Les gouvernements des États membres doivent être incités à mettre sur pied une politique nationale relative aux activités volontaires et à concevoir une stratégie afin d'encourager directement ces activités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'une infrastructure correspondante; - l'adoption d'une législation cadre; - l'élimination des obstacles; - des programmes concrets pour la promotion des activités volontaires (aide spécifique, sensibilisation du public, partenariats entre la société civile et les entreprises, reconnaissance publique des réalisations accomplies par les bénévoles et les volontaires). 	<p>Certaines de ces propositions ont déjà été mises en pratique dans le domaine de la jeunesse. En effet, les Etats membres se sont mis d'accord sur des objectifs communs pour les activités volontaires de jeunes, à savoir développer, faciliter, reconnaître et promouvoir les activités volontaires des jeunes. Les Etats membres devraient également développer une stratégie pour le volontariat des jeunes. Cette mise en œuvre sera suivie d'une Communication de la Commission et d'une Résolution du Conseil à ce sujet en 2007.</p> <p>Par ailleurs, le Programme "l'Europe pour les Citoyens" accorde une attention particulière à la promotion du volontariat. Ceci se concrétise par la demande faite aux promoteurs de projets de prendre en considération certains caractères horizontaux, dont le volontariat comme</p>

<p>L'UE peut établir le cadre adéquat et encourager un échange accru des meilleures pratiques entre les États membres.</p>	<p>expression de la citoyenneté active. Par leur nature même, ces projets permettront un échange de bonnes pratiques entre organisations de différents Etats membres.</p>
<p>1.5 Le CESE insiste sur l'importance du rôle de l'école pour promouvoir la préparation aux activités volontaires, notamment par la coopération avec des organisations de la société civile</p>	<p>La Commission partage l'avis du Comité sur le fait que l'apprentissage du volontariat doit se faire dès l'école. Elle a proposé au Parlement et au Conseil d'inclure les compétences civiques (l'aptitude à s'engager avec d'autres dans le domaine public, ainsi que la participation à des activités locales ou de proximité) dans leur recommandation adoptée en décembre 2006 sur les compétences clés que l'individu doit acquérir tout au long de la vie, étant entendu que cette acquisition doit commencer dès le plus jeune âge.</p>
<p>1.6 Dans le cadre des efforts en faveur de la reconnaissance de l'apprentissage informel et de l'apprentissage non formel, notamment par le biais d'Europass, le CESE demande de mettre l'accent sur la reconnaissance des compétences acquises par le biais d'activités volontaires.</p> <p>La mise en œuvre d'un Europass-jeunesse contribuerait à améliorer la reconnaissance des activités volontaires des jeunes.</p>	<p>Une caractéristique importante du CV Europass est la section sur les compétences personnelles, où les citoyens (assistés par des lignes directrices et un système d'aide en ligne) peuvent mettre en évidence des compétences acquises par le biais d'activités volontaires. Le document Europass Mobilité est utilisé pour décrire - et donc rendre mieux visibles - des expériences de mobilité, y compris celles des volontaires.</p> <p>Sur base du format Europass, la Commission est en train de développer un instrument comparable à l'intention des jeunes en vue de reconnaître toutes les compétences acquises dans le domaine de l'apprentissage non-formel et informel, notamment par leur participation active dans le secteur de la jeunesse (Europass-Youth).</p>

<p>1.8 Le Comité souligne la nécessité</p> <p>- de disposer au niveau européen de données fiables et comparables sur la portée, l'importance et la valeur socio-économique des activités volontaires, analysant notamment les besoins et les motivations des bénévoles et des volontaires.</p> <p>- de donner une visibilité à l'apport des activités volontaires au revenu national et à leur impact sur la société. Eurostat pourrait jouer un rôle de coordination et de stimulation à cet égard: tous les offices statistiques des États membres de l'UE devraient disposer de telles données.</p>	<p>La Commission reconnaît l'utilité d'avoir des meilleures données et prévoit de lancer en 2007 une étude en vue d'avoir une vue d'ensemble sur la situation et l'apport du volontariat dans les Etats membres.</p> <p>La Commission souhaite travailler davantage sur cette question en vue de saisir la contribution totale des activités volontaires au PNB, tout en relevant que sa mise en œuvre nécessiterait un travail de grande envergure au niveau de tous les Etats membres.</p>
<p>1.9 Le CESE recommande que le système de financement, les politiques et les programmes de l'Union européenne encouragent plus fortement les activités volontaires notamment:</p> <p>- par l'existence d'une infrastructure paneuropéenne de soutien à ces activités.</p> <p>- en faisant en sorte que les programmes européens en la matière soient rendus accessibles à toutes les catégories de la population et ne se limitent pas aux services volontaires à long terme destinés aux jeunes.</p>	<p>En 2006, le programme "Citoyenneté européenne active" a apporté un soutien financier aux frais de fonctionnement du Centre Européen pour le Volontariat, un réseau européen de 43 centres de volontariat nationaux et régionaux qui s'emploient à soutenir et à promouvoir le volontariat et le bénévolat.</p> <p>Le nouveau programme "l'Europe pour les citoyens" est ouvert à tous et prévoit un soutien au volontariat (voir les commentaires en réponse aux points 1.2; 1.3; 1.7).</p> <p>Il n'est pas prévu de créer un service volontaire européen en dehors de celui qui existe pour les jeunes. Néanmoins, la Commission prévoit de lancer en 2008 des projets pilotes sur le volontariat et le sport.</p>
<p>1.10 Parmi les premières initiatives à lancer, le CESE souhaiterait voir une recommandation consacrée spécifiquement aux activités volontaires des seniors, qui comporterait par exemple des actions pilotes pour les partenariats et les échanges d'expériences.</p>	<p>La Commission attend les résultats de l'étude qu'elle va lancer (voir point 1.8) avant de prendre de nouvelles initiatives.</p>

<p>1.11 Le Comité demande que les activités volontaires menées dans le cadre des projets européens soient reconnues au titre de participation financière (co-financement en nature).</p> <p>Par ailleurs, les formulaires de demande pour les projets européens doivent, d'une manière générale, être conçus de manière plus simple et moins bureaucratique.</p>	<p>Les modalités d'exécution du Règlement financier permettent à l'ordonnateur d'accepter, si nécessaire ou approprié, des cofinancements en nature, moyennant certaines conditions de valorisation.</p> <p>Avec la nouvelle génération de programmes (l'Europe pour les citoyens, Jeunesse en action...) une attention particulière a été portée aux questions de simplification.</p>
<p>1.12 La diffusion de l'information doit être renforcée et élargie. Il convient d'exploiter tous les canaux d'information possibles; on pourrait, ainsi, créer un site Internet d'information consacré à cette mission</p>	<p>La Commission partage cette observation du Comité. Une stratégie d'information diversifiée est prévue à l'occasion du lancement de la nouvelle génération de programmes communautaires.</p>
<p>1.13 L'Union européenne devrait soutenir la célébration, le 5 décembre, de la Journée internationale des volontaires, proclamée par l'ONU, et en honorant et en fêtant ce jour-là les activités volontaires.</p>	<p>La Commission a déjà à plusieurs occasions soutenu d'une manière ou d'une autre la journée internationale des volontaires. Elle examinera les possibilités d'un futur soutien à la lumière des autres journées européennes existantes – le 5 décembre étant par ailleurs la Journée Européenne des Personnes handicapées.</p>
<p>1.14. Dans le but de faciliter la reconnaissance de l'importance du bénévolat pour le développement des États membres, le CESE recommande l'adoption, au niveau européen, d'une charte fixant le rôle, les droits et les obligations des organisations bénévoles.</p>	<p>Le rôle des organisations de bénévoles dans la société européenne est certainement important. A ce stade, il n'est cependant pas prévu de développer d'instruments européens spécifiques.</p>
<p>Le CESE recommande, afin de renforcer la situation économique des organisations bénévoles des États membres, d'introduire dans la législation communautaire la possibilité d'exempter les dites organisations du paiement de la TVA.</p>	<p>Dans le cadre de la Directive TVA, les domaines d'intérêt général exonérés de la TVA feront l'objet d'une révision en 2008. Cette question sera soumise à une consultation publique fin 2007.</p>

PARTIE B: avis faisant l'objet d'une réponse substantielle

<p>64. Civil Society in Belarus Own-initiative Opinion - EESC 1167/2006 – September 2006 3^e trim 06 Rapporteur: Mr STULIK (Var. Int./CZ) DG RELEX – Mrs Ferrero-Waldner</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>With its own-initiative opinion, the European Economic and Social Committee (EESC) expresses its support, solidarity and empathy to all civil society organisations in Belarus working to promote democracy, human rights, the rule of law and freedom of association and speech.</p> <p>The aim of the opinion is to suggest a further course of action by the EU institutions concerning Belarus and support for civil society in the country. The EESC underlines the importance of increased support to and contact with civil society in Belarus.</p>	<p>The Commission strongly welcomes and shares the support and solidarity expressed in the EESC opinion. The Commission shares a vast majority of the analysis in the opinion and believes the EESC plays an important role in continued firm support for Belarusian civil society.</p> <p>The EU applies a twin-track strategy of restrictive measures targeting the individuals responsible for repression in Belarus combined with a pro-active approach aimed at facilitating the process of democratization, by supporting and strengthening contacts with Belarus' civil society.</p>
<p>The EESC points out that there is no European Commission Delegation operating in Belarus.</p>	<p>The Commission has taken the necessary steps to open a Commission Delegation in Minsk, and has in late 2005 made a formal proposal to the Belarusian authorities to this effect; so far, the Commission's proposal remains without a reply from the Belarusian side. Meanwhile, the Commission has appointed a dedicated "Chargé d'Affaires".</p> <p>Since 1998, the Commission's Delegation in Kiev is accredited to Belarus and is also represented through a technical assistance office in Minsk.</p>

<p>The EU and its Member States must introduce an amendable visa policy for Belarus for certain groups of citizens (including representatives of civil society organisations) in order to support people-to-people contacts. The EESC calls on the EU institutions and the EU Member States to minimise the official and unofficial barriers for those Belarus applicants for EU entry visas who respect and abide by the laws in force and to reduce the charges for issuing them. Member States should consider a simplified procedure for issuing visas on humanitarian grounds and for purposes of research and study.</p>	<p>Possibilities for facilitating people-to-people contacts between the EU and Belarus through measures waiving visa fees on a case by case basis are being looked into. The EU is ready to offer possibilities for easier travel by Belarusian citizens as soon as Belarus becomes a full partner of the European Neighbourhood policy.</p> <p>However, at this stage, the common approach on visa facilitation, adopted by the Council on 20 December 2005, states that “as opposed to readmission agreements, visa facilitation shall not to be offered to third countries proactively”.</p> <p>At the same time, the existing Schengen <i>acquis</i> already provides the appropriate margin of manoeuvre for MS to waive or reduce visa fees for visitors from Belarus.</p> <p>The Commission encourages Member States to make full use of provisions under the current Common Consular Instructions to waive or reduce visa fees in accordance with national law when this measure serves to protect cultural interests, in the field of foreign policy, development policy or other areas of vital public interest and for humanitarian reasons. Additionally, since 1st January 2007, the visa fee is fully waived for children under six years, students and accompanying teachers travelling for educational purposes and researchers fulfilling certain conditions.</p>
<p><i>The EU should draft a comprehensive information strategy to explain fundamental values of the European Union.</i></p> <p>The EU should prepare a unilateral scenario in which Belarus would be swiftly included in the ENP in the event of a fundamental shift in the country's</p>	<p>On 21 November 2006, the Commission issued a ‘non-paper’ to the Belarusian population directed at the people of Belarus in order to clearly spell out what the EU would be ready to offer Belarus, should the country take steps towards democratisation. This paper is an offer to</p>

<p>economic and political situation.</p>	<p>Belarus to enter into an ENP partnership as soon as Belarus undertakes the necessary reforms which are based on the EU fundamental values.</p>
<p><i>The EESC urges the European Union as a whole to undertake to put in place appropriate, comprehensible and targeted information policies and strategies to explain to Belarus citizens the fundamental values of the European Union and how it works.</i></p>	<p>Increasing the EU visibility and promoting EU values throughout Belarus features among the priorities of EC assistance too Belarus, in particular as part of the upcoming 2007-2010 EC assistance programme.</p> <p>In addition, the Commission has launched an information campaign in relation to the EU “non-paper to Belarus” which recalls the EU fundamental values, the respect of which is a condition for Belarus to become a full-fledged partner of the EU.</p>
<p><i>The EU should provide, support and strengthen independent sources of information for the citizens of Belarus and to ensure that there are uncensored internet servers. Grass-root initiatives regarding the internet should be supported.</i></p>	<p>The EU supports independent media through a targeted Media project, which was launched in 2006. The project supports radio and TV broadcasting (also via the Internet), as well as printed media and training of journalists. The Commission foresees further financing to support independent media, involving assistance for the creation/launching and maintenance of websites of the independent press and training of web masters, among other actions.</p>

<p>Financial support to civil society in Belarus must be delivered in appropriate and flexible forms so that it really does reach those for whom it is intended. The EESC supports the idea of a European foundation/agency for democracy for supporting democratic forces in countries such as Belarus. Furthermore, the EU institutions and Member States should coordinate and harmonise their strategies for supporting civil society both among themselves and with other international donors.</p>	<p>The Commission has taken the need for a more flexible approach for funding to civil society into account when drafting its new financial instruments. In order to overcome the difficulties encountered in delivering assistance to NGOs in Belarus, the EC has allowed that assistance be allocated to NGOs outside of Belarus. Since the entry into force of the EC new financial instruments, the way in which to best implement these instruments to the benefit of civil society is being examined. At the same time, core principles of EC assistance such as also of transparency, legality and financial accountability will have to be fully respected.</p>
	<p>The Commission would like to stress the importance of a division of labour between donors, with those donors who can act most flexibly doing so and each donor establishing its comparative advantage. In order to ensure complementarity amongst donors, the Commission organises quarterly donor coordination meetings in Brussels, as well as coordination meetings in Minsk. These donor coordination meetings put together MS as well as other international donors to Belarus.</p>
<p>The EU should fund youth and student exchanges and provide scholarships, as well as targeted assistance to opinion leaders.</p>	<p>The Commission is providing support to the European Humanities University (EHU), currently in exile in Vilnius, which enables around 250 Belarusian students to continue their studies abroad in subjects such as human rights and journalism.</p>
	<p>The Commission also finances scholarships for students who have been expelled from their universities on political ground and who would wish to study in universities of neighbouring countries.</p> <p>In addition and for the longer term, as</p>

	<p>of 2007, a newly created “Education exchange programme” will specifically be aimed at providing grants for students from ENP countries. Up to 50 scholarships will be made available for Belarusian students.</p> <p>Regarding support to opinion leaders, the Commission recalls that supporting individual political parties and attempting regime change is not within the remit of EC Assistance in any country. Other existing instruments within Member States, eg political foundations, can provide more appropriate instruments, for certain types of action, such as cooperation with political parties. The Commission on its part, is actively supporting civil society and democratization in Belarus. .</p>
<p>The European Economic and Social Committee recommends that EU institutions make use of the experience of transformation and the know-how of civil society organisations in the new Member States when drawing up a strategy for supporting civil society organisations in Belarus.</p>	<p>The Commission takes note of the recommendation and recalls that it involves and regularly consults various stakeholders concerned, including NGOs and civil society, in the process when developing new policies and strategies, including with regard to assistance programming.</p>
<p>The EESC in essence agrees with, and expresses its support for the Commission and its <i>Country Strategy Paper: National Indicative Programme Belarus, 2005-2006</i>. The EESC is particularly interested in, and supportive of, those points of the Indicative Programme which refer to EU support for Belarus civil society. The EESC offers its active participation in consultations to decide the most appropriate form for such support.</p>	<p>The Commission takes note of the EESC’s support for the Country Strategy Paper.</p>
<p>A distinction must be made between sanctions which directly affect the population or only those in power. If</p>	<p>The Commission fully shares the EESC view that sanctions should avoid hitting the Belarusian people at large and should be</p>

<p>sanctions are imposed, the form they take must respect this distinction. Sanctions should not directly affect the Belarus population itself.</p>	<p>carefully targeted at those individual that are personally responsible for human rights abuses.</p> <p>In light of the above, the EU has adopted a precise list of people who are subjected to sanctions such as visa ban and an asset freeze. This list includes President Lukashenko as well as another 31 people.</p> <p>At the same time, the EU has refrained from economic sanctions at large that would indistinctly hit the population.</p>
<p>Russia has been, is, and will continue to be, one of the key influences on, and stakeholders in, Belarus' future. Since Russia is a declared strategic partner of the European Union, there must be a policy of dialogue with the country and its politicians and civil society representatives on the situation in Belarus.</p>	<p>The Commission raises the issue of Belarus constantly and consistently in its contacts with Russia calling for Russia's support to a democratisation process and reminding that any decision on a possible Russia-Belarus State Union would have to respect Belarus' sovereignty and territorial integrity.</p>

<p>14. Future enlargement of the euro area COM (2006)322 - EESC 1370/2006 - October 2006 Rapporteur: Mrs ROKSANDIC (Trav./SI) DG ECFIN – Mr Almunia</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission position</p>
<p>In the EESC's view, the Communication accurately and exhaustively sets out the process of preparations for the euro in Slovenia as well as the progress made by the other Member States which are due to adopt the euro once they meet the necessary conditions. The EESC endorses the Communication. Moreover, it makes the following recommendations.</p>	<p>The Commission takes note of the endorsement of the report by the EESC and of the recommendations provided by the Committee.</p>
<p>According to the EESC, the Member States should pay special attention to the involvement of all interest groups in the preparations for the introduction of the euro, with the support of civil society organisations. Both the Member States and the EU should provide financial resources to train and prepare the various interest groups for work and life with the euro.</p>	<p>The introduction of the euro requires carefully planned practical preparations at the national level which involve all the relevant stakeholders from the private sector, the public sector and the public at large. The Commission therefore endorses the EESC's position in this respect. As regards burden-sharing, the principle that all changeover-related expenditure should be covered by the parties incurring it, as opposed to the state or EU budget, has been one of the cornerstones under the first-wave changeover to the euro. This principle continues to be relevant for future changeover preparations.</p> <p>The Commission however supports the Member States' communication activities on the euro under the PRINCE budget, notably by concluding Partnership Agreements with the countries concerned which cover technical and financial support to their national communication campaigns.</p>
<p>In view of consumers' fears of possible price increases on the occasion of the changeover to the euro, the EESC considers that voluntary cooperation between consumer organisations and retailers is appropriate, but</p>	<p>Commission Recommendation of 23 April 1998 on dialogue, monitoring and information to facilitate the transition to the euro encourages the establishment of observatories on the transition to the euro,</p>

not sufficient. In addition, the EESC suggests reflecting on arrangements for monitoring the prices of goods and services, both in the public and in the private sector, in the six months before and for at least one year after the introduction of the euro.

notably for monitoring the fairness and transparency of professional practices. More specifically, the Commission's Third and Fourth Report on the state of practical preparations for the future enlargement of the euro area call for the active monitoring of prices in the months around the changeover, as one of several measures to enhance consumer confidence in stable prices.

<p>17. Nouvelles politiques du tourisme: vers un partenariat renforcé COM (2006)134 final – CESE 1565/2006 – Décembre 2006 Rapporteur: M. MENDOZA CASTRO (Trav./ES) DG ENTR – M. VERHEUGEN</p>	
Main points of the EESC Opinion	Commission Position
<p>The European Economic and Social Committee welcomes and commends the Commission communication "A renewed EU tourism policy: towards a stronger partnership for European tourism" and supports the Commission's pledge to clearly consolidate tourism policy and strategy for the next few years.</p>	<p>The Commission welcomes the general support of the European Economic and Social Committee and its recommendations. The Commission presented this EESC Opinion at the last meeting of the Advisory Committee on Tourism to the competent national authorities.</p>
<p>The Committee once again proposes and recommends that this cooperation policy should be further developed by setting up a European Tourism Board and looking at the possibilities for establishing a European Tourism Agency.</p>	<p>The Commission shares the view that an exchange of views between the tourism stakeholders, at European level, is necessary. In fact, all the tourism stakeholders meet and collaborate every year within the process of the preparations and the holding of the European Tourism Forum and therefore such a Board does not seem necessary.</p> <p>The Commission reiterates its opinion that, without a clear Community competence for a common European tourism policy, there is no need to look at such possibilities.</p>
<p>The Committee welcomes the Commission's intention to improve use of the available financial instruments, but a proposal is needed for a programme to implement the tourism objectives, which are accurately identified. As a specific example in the sphere of social tourism, the Committee feels that there is already sufficient scope for initiating some cross-border pooling of experience in the form of a pilot project.</p>	<p>The Commission notes that there is currently no provision in the financial perspectives for a dedicated programme for tourism. As such the Commission endeavours to ensure that the existing European financial instruments serve adequately the goals of its renewed tourism policy. Tourism can profit from financing by, amongst others, the European Regional Development Fund, the Cohesion Fund, the European Social Fund, the European Agricultural Fund,</p>

	<p>the European Fisheries Fund, the Competitiveness and Innovation Framework Programme and the 7th EC Framework Programme for Research, Technological Development and Demonstration activities.</p> <p>The Commission welcomes the EESC interest in social tourism. A Conference on young and senior citizens took place on the 6th February 2007. This Conference was the next step to the one on social tourism organised in 2006, during which good national practices were identified. This Conference examined how those good practices could be taken up by other countries via cross-border joint initiatives that should be further developed by the respective Member States.</p>
<p>The Committee has high hopes of the work currently under way on the European Agenda 21 for Tourism, a document that should complete and consolidate the general policy of sustainability in European tourism. Creating databases of good practice, in relation both to sustainability and to other factors such as tourism quality, creativity and competitiveness, are regarded as appropriate instruments that the Commission should promote.</p>	<p>The European Agenda 21 for Tourism will be presented in 2007, following the report of the Tourism Sustainability Group. The Commission takes note of the European Economic and Social Committee recommendation on databases, which would be a useful instrument for the exchange and dissemination of sustainable practices between tourism enterprises and destinations.</p>
<p>With respect to statistics, the Committee proposes setting up a network of tourism observatories that would not only provide sectoral data, but also provide a strategic and forward-looking vision and anticipate future action.</p>	<p>The Commission is currently reviewing the Council Directive 95/57/EC on tourism statistics. The Commission and the members of the Advisory Committee on Tourism are currently reviewing the information exchange process foreseen in the Council Decision 86/664/EEC. In this context, also this European Economic and Social Committee recommendation is being submitted to the Advisory Committee on Tourism.</p>

<p>18. Communication from the Commission to the European Parliament, the Council and the European Economic and Social Committee – Implementing the Partnership for growth and jobs: Making Europe a pole of excellence on corporate social responsibility COM (2006) 136 final - EESC 1576/2006 - December 2006 Rapporteur: Mrs PICHENOT (Var.Int./FR) DG ENTR – DG EMPL – Mr Verheugen – Mr Spidla</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>The EESC in general supports the Commission approach, and makes a number of recommendations, including those mentioned below</p>	<p>The Commission takes note of the general support of the EESC and will give due consideration to its recommendations</p>
<p>European Alliance on CSR</p> <p>Art. n.º1.10 "The Committee notes that the Annex to the Commission's Communication is of the nature of a joint initiative on the part of the Commission and part of the business world, and that the other interested parties were not consulted."</p> <p>Art. n.º2.3.6.5 "The EESC deplores the failure to make information on the Alliance accessible and to make such information available to the parties concerned in an amalgamated form."</p>	<p>There is a misunderstanding of the nature of the CSR Alliance. It is not a Commission initiative as such, but a business-led initiative which has received political backing from the Commission. The Commission agrees that the Alliance should involve other stakeholders and communicate transparently about its activities.</p>
<p>CSR Portal</p> <p>Art. n.º.1.2 "This voluntary, multilateral directory, an essential instrument to accompany the "European Alliance", should be co-financed by the Commission."</p>	<p>The Commission could consider supporting a portal similar to the kind described by the CESE on the basis of a joint proposal by stakeholders.</p>
<p>IFA and social dialogue</p> <p>Art. n.º 1.5 "The European Commission believes that European enterprises should engage in responsible conduct, irrespective of where they carry out their activities, whilst respecting the values of the Union and recognised international standards, particularly in respect of decent working conditions. With this same aim in view, the EESC urges the social partners in multinational enterprises of</p>	<p>The Commission fully agrees on the importance of international framework agreements and social dialogue, and will continue to encourage the use of these instruments in order to further promote CSR.</p> <p>The Commission supports European sectoral social dialogue and continues to encourage the initiatives taken in the field of CSR in this</p>

<p>European origin to enrich the transnational social dialogue by negotiating international framework agreements (ACI) on CSR."</p> <p>Art. n.° 1.6 "The EESC endorses sectoral social dialogue initiatives which seek to involve CSR in the field of the management of economic change. The EESC calls upon the sectors concerned to ensure that these initiatives include participants from all the EU Member States."</p>	<p>framework.</p>
<p>CSR in National Reform Plans</p> <p>Art. n.° 1.3 " In view of the fact that CSR makes a contribution towards the implementation of the Lisbon Strategy (in respect of innovation, competitiveness, employability and the creation of jobs), the EESC suggests to the Member States that they include the promotion of CSR in their National Reform Plans and of course in the national strategies for sustainable development."</p>	<p>The Commission agrees with the proposal that Member States should include the promotion of CSR in their National Reform Plans.</p>
<p>Multistakeholder Forum on CSR</p> <p>Art. n.° 1.11 "The EESC urges external stakeholders to become involved in new meetings of the Forum and to participate in the open dialogues within enterprises supporting the Alliance."</p> <p>Art. n.° 1.12 "The EESC would like the assessment of the level of CSR achieved to be the subject of a thorough appraisal. This appraisal should take place as soon as possible in order to ensure the credibility of the new initiative, which is explicitly designed to achieve excellence."</p>	<p>The Commission agrees that all stakeholders should be involved in meetings of the CSR Forum. An initial review meeting of the CSR Forum was held in December 2006, at which detailed information on initiatives by stakeholders, Member States and the Commission was presented. Forum meetings continue at working level over the coming months, and the Commission will convene a new review meeting in autumn 2008.</p>
<p>Cooperation with and between Member States</p> <p>The EESC points out that the national public policies on CSR should be promoted (art 1.4), including public procurement (art 1.3).</p>	<p>The Commission fully agrees with this recommendation. It is reinforcing the exchanges on CSR national policies in the High-Level Group of national representatives on CSR, including awareness raising, public procurement, and socially responsible investment. Moreover, the Commission is funding in 2007 important projects promoting CSR in the new Member States.</p>

<p>Education</p> <p>Art. n.º 2.3.3.5 " The EESC encourages enterprises and vocational training bodies to include in their training programmes education in respect of sustainable development and CSR."</p>	<p>The Commission agrees on the importance of integrating CSR into education and training programmes. Improving education on CSR was one of the major conclusions of the Multistakeholder Forum.</p>
<p>Achieving excellence</p> <p>The EESC "would like the assessment of the level of CSR achieved to be the subject of a thorough appraisal" (art.1.13)</p>	<p>The Commission has indicated to stakeholders that it could consider financing an analysis of the information on the development of CSR that was collected for the review meeting of the CSR Forum in December 2006. Such an analysis would have to be based on a joint proposal from stakeholders.</p>
<p>Year of CSR</p> <p>Art. n.º 1.13 "The EESC proposes to the Commission that one of the next few years be designated the "European Year of Corporate Social Responsibility".</p>	<p>The Commission will consider this proposal.</p>

<p>20. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale COM (2006) 16 final – CESE 1371/2006 – Octobre 2006 Rapporteur: M. GREIF (Trav./AT) DG EMPL – M. SPIDLA</p>	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
Le CESE se félicite de la présentation de la proposition qui améliorera la libre circulation dans l'UE (pt 1.1)	La Commission prend note du soutien du CESE.
Le CESE invite la Commission à prendre dès que possible toutes les mesures nécessaires pour que la coordination soit applicable dans le cadre de l'EEE, avec la Suisse et aux ressortissants de pays tiers (pt 1.5 et 4.8)	La Commission prendra bien sûr toutes les mesures relevant de sa compétence visant à obtenir l'application de la nouvelle coordination dans les relations avec la Suisse et dans le cadre de l'EEE. Une proposition de règlement visant à étendre le règlement 883/2004 aux ressortissants de pays tiers sera en outre présentée par la Commission en juin 2007.
Le CESE se félicite de la mise en place de procédures plus efficaces et plus rapides pour l'échange de données mais souligne que l'efficacité souhaitée ne pourra être réalisée que si les Etats membres disposent du personnel qualifié et des ressources techniques nécessaires (pt 1.6)	Il appartiendra aux Etats membres, en vertu de leur obligation de coopération loyale instituée par l'article 10 CE, de prendre les mesures nécessaires pour exécuter les obligations naissant du règlement.
Le CESE insiste sur la nécessité d'assurer la protection des données personnelles lors des échanges électroniques (pt 1.7)	Les dispositions communautaires relatives à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, notamment la directive 95/46 sont applicables. Le règlement 883/2004 contient également des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel (art. 77 et 78). Le Contrôleur européen de la protection des données est également consulté sur cette question.
Le CESE invite la Commission et les Etats membres à prendre sans délai les mesures visant à informer les utilisateurs potentiels du	Il existe un réseau TRESS composé d'experts dans les Etats membres qui, par le biais de réunions annuelles dans chaque

<p>règlement des avantages liés à la coordination des systèmes de sécurité sociale (pt 1.11).</p>	<p>Etat membre, s'occupe dès à présent de sensibiliser et de former les professionnels et les utilisateurs de la coordination. Cette fonction d'information repose également sur les Etats membres.</p>
<p>Le CESE demande une entrée en application rapide de la nouvelle coordination</p>	<p>La procédure d'adoption de la proposition impose l'unanimité au Conseil et la co-décision avec le PE, ce qui prend nécessairement du temps, surtout dans une matière technique comme celle de la coordination, mais le travail avance de façon satisfaisante. La proposition prévoit également un délai de 6 mois entre la publication du règlement et son entrée en vigueur afin de permettre aux institutions qui devront l'appliquer de prendre les mesures d'adaptation nécessaires de leurs procédures.</p>
<p>Le CESE demande que la transmission des documents sur support papier soit l'exception (pt 5.2).</p>	<p>La proposition va dans ce sens en prévoyant la transmission par voie électronique comme étant la règle à l'article 4, §2.</p>
<p>Le CESE demande que la communication électronique avec les assurés ne se fassent qu'avec le consentement de ces derniers (pt 5.3)</p>	<p>Lors des négociations sur cette disposition, le Conseil s'est mis d'accord pour modifier l'article 4 de la proposition en prévoyant que dans leurs communications avec les personnes, les institutions ont recours aux modalités convenant le mieux à chaque cas.</p>
<p>Le CESE estime que la détermination de la résidence doit être effectuée sur la base d'éléments objectifs et que la volonté de la personne doit intervenir en second rang (pt 5.6).</p>	<p>Lors de son accord sur l'article 11 de la proposition, le Conseil a convenu de modifier cette disposition dans le sens souhaité par le CESE.</p>

<p>Le CESE demande qu'en cas de détachement, l'institution soit informée préalablement et pas seulement "quand cela est faisable" (pt 5.8)</p>	<p>Les impératifs de la mobilité ne permettent pas toujours de faire ces déclarations à l'avance. Elles doivent donc être effectuées dans la mesure du possible à l'avance. En outre, la déclaration à l'institution n'est pas constitutive de droit et la situation exacte du travailleur peut toujours être démontrée a posteriori, même à défaut de déclaration.</p>
<p>Le CESE souhaite que la disposition relative aux soins programmés soit rédigée de façon plus claire (pt 5.11)</p>	<p>Cette disposition est actuellement examinée par le Conseil et les observations du CESE pourront être prises en compte dans ce cadre.</p>

<p>21. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 COM (2005) 676 final – CESE 920/2006fin – Décembre 2006 Rapporteur: M. Rodríguez García-Caro (Empl./ES) DG EMPL – M. Špidla</p>	
<p>Points de l'avis du CESE estimés essentiels</p>	<p>Position de la Commission</p>
<p>Le CESE est favorable à la proposition de la Commission de modifier du règlement 1408/71 mais fait les observations suivantes.</p>	<p>La Commission prend note de l'avis favorable du CESE et de ses observations.</p>
<p>Le CESE propose de modifier le titre de la proposition en supprimant la référence au règlement 574/72 puisque la proposition ne contient aucune modification du règlement 574/72.</p>	<p>Le titre de la proposition a été modifié par le Conseil et du Parlement européen lors de l'adoption de cette proposition (règlement (CE) 1992/06 du 18.12.2006).</p>
<p>Le CESE estime que la prolifération d'annexes et de situations spécifiques dans les règlements 1408/71 et 883/04 n'est pas la meilleure voie pour parvenir à une simplification des dispositions de coordination des régimes de sécurité sociale et souhaite qu'on dans cette optique on continue à travailler dans le cadre du règlement 883/04</p>	<p>La Commission a adopté en janvier 2006 une proposition de règlement fixant les modalités d'application du règlement 883/04 (COM(2006) 16 final). Cette proposition est actuellement en cours de négociation au Conseil et au Parlement européen. Cependant, en attendant l'adoption de cette proposition par le Conseil et le Parlement européen et l'entrée en application du règlement 883/04, le règlement 1408/71 doit continuer à être appliqué. Pour cette raison, la Commission présentera une nouvelle proposition visant à apporter les modifications nécessaires aux règlements 1408/71 et 574/72 en 2007.</p>
<p>Le CESE observe que la formulation utilisé dans la proposition pour modifier le règlement 1408/71 en ce qui concerne la rubrique W. Finlande (paragraphe 6.c).i de l'annexe de la proposition) et la formulation utilisée dans la proposition de règlement fixant la contenu de l'annexe XI du règlement 883/04 se sont pas identique.</p>	<p>La Commission voudrait attirer l'attention du CESE sur le fait que la différence de rédaction à la quelle se réfère le CESE est due à une différence de formulation dans les règlements 1408/71 et 883/04.</p>

<p>25. Communication of the Commission to the Council and the European Parliament "Towards a sustainable European wine sector" COM (2006) 319 final – EESC 1569/2006- December 2006 Rapporteur Mr KIENLE (Empl./DE) DG AGRI – Mrs Fischer-Boel</p>	
Main points of the EESC Opinion	Commission Position
<p>The EESC agrees to a large extent with the objectives mentioned by the Commission and with the maintenance of a specific wine market organisation, which can be pursued within the "profound reform" option.</p>	<p>The Commission acknowledges and welcomes the general support of the EESC to the reform of the CMO in wine.</p>
<p>The EESC supports the introduction of national envelopes system, provided that this does not lead to a renationalisation of the CAP in the sector, but favours an extensive list of measures.</p>	<p>The Commission welcomes the support of the EESC concerning the introduction of this new policy tool. It understands the concerns of the EESC regarding a possible renationalisation of the CAP, and for this reason, it will make sure that this will not happen. Concerning the list of measures contained in the menu, the Commission will further analyse this issue when preparing the formal legal proposal on the reform of the wine CMO.</p>
<p>The EESC is opposed to the grubbing-up program proposed by the Commission, although this instrument should be offered to be used voluntarily by wine-growing regions.</p>	<p>The Commission takes note of this opinion of the EESC, which will be examined in the perspective of the reflection leading to the preparation of the formal legal proposal on the reform of the wine CMO.</p>
<p>The EESC calls for information campaigns on the health benefits of moderate wine consumption.</p>	<p>In the Communication, the Commission stated that it "...intends to pursue with vigour a responsible promotion and information policy". The exact modalities of this policy will be studied in view of the preparation of the formal legal proposal.</p>
<p>The EESC pleads for a phasing-out period in the new CMO, in particular for market measures.</p>	<p>The Commission takes note of this opinion of the EESC, which will be examined in the perspective of the reflection leading to the preparation of the formal legal proposal on the reform of the wine CMO.</p>

<p>The EESC is opposed to the liberalisation of planting rights, to transfer from the CMO to the second pillar, to changes in the status quo on enrichment and to transfer of competencies from the Council to the Commission (i.e. for winemaking practices and labelling).</p>	<p>The Commission takes note of this opinion of the EESC, which will be examined in the perspective of the reflection leading to the preparation of the formal legal proposal on the reform of the wine CMO.</p>
--	--

<p>27. Proposition de règlement du Conseil modifiant les règlements (CEE) n° 404/93, (CE) n° 1782/2003 et (CE) n° 247/2006 en ce qui concerne le secteur de la banane COM (2006) 489 final - CESE 1573/2006 – Décembre 2006</p> <p>Rapporteur: M. ESPUNY MOYANO (Empl./ES)</p> <p>DG AGRI - M^{me} Fischer Boel</p>	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
<p>Le Comité reconnaît la nécessité de réformer le régime actuel d'aides aux producteurs communautaires de bananes et se félicite à cet égard de la proposition de la Commission. Néanmoins, il estime qu'il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer l'impact sur les revenus des producteurs du nouveau régime d'importation à tarif douanier unique, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006, et que cette proposition ne prend pas en compte de manière appropriée.</p>	<p>La Commission prend note du fait que le CESE partage son avis quant à la nécessité de réformer l'OCM bananes. Elle estime que sa proposition prend en compte de manière appropriée l'évolution du régime d'importation de bananes, tant au niveau des instruments proposés pour octroyer les aides (qui offrent davantage de flexibilité et offrent donc capacité renforcée de faire face aux nouveaux besoins qui devaient se présenter) qu'au niveau budgétaire.</p>
<p>Le Comité propose d'introduire les modifications suivantes dans le cinquième considérant de la proposition:</p> <p>"Le titre III du règlement (CE) n° 247/2006 du Conseil du 30 janvier 2006 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union institue des programmes communautaires de soutien aux régions ultrapériphériques comprenant des mesures spécifiques en faveur des productions agricoles locales. Ledit règlement prévoit la présentation d'une évaluation au plus tard le 31 décembre 2009. S'il est constaté un changement significatif dans les conditions économiques affectant les sources de revenu dans les régions ultrapériphériques, il convient que la Commission soumette le rapport susmentionné avant l'échéance prévue. <u>Néanmoins, pour pouvoir tenir compte de la situation très particulière des producteurs communautaires de bananes, la Commission soumettra un rapport spécifique avant l'échéance prévue en cas de dégradation des revenus</u></p>	<p>La Commission estime qu'il n'est pas approprié de donner suite à la suggestion du CESE. Il est déjà prévu que la Commission soumette un rapport sur le fonctionnement du régime POSEI avant 2009, qui devra inclure le secteur de la banane. Ce rapport pourra être soumis avant l'échéance prévue s'il est constaté un changement significatif dans les conditions économiques affectant les sources de revenue dans les régions ultrapériphériques. Lier ce rapport à un seul secteur ne serait pas cohérent avec les objectifs de la réforme, qui, en ligne avec les principes du nouveau régime POSEI, visent à garantir un niveau de vie équitable à la population agricole dans les régions de production, tout en laissant les autorités nationales libres d'identifier les mesures les plus adaptées au niveau local, sans lier l'aide à un produit spécifique au niveau communautaire.</p>

<p><u>desdits producteurs consécutive aux modifications apportées au régime d'importation.</u> Cet instrument semble le plus adapté pour soutenir la production de bananes dans chacune des régions concernées en établissant la flexibilité et la décentralisation des mécanismes de soutien. La possibilité d'inclure l'aide au secteur de la banane dans ces programmes de soutien renforcera la cohérence des stratégies d'aide à la production agricole dans ces régions".</p> <p>Le Comité propose d'ajouter à l'article 3, point 2, un nouveau paragraphe 3 bis pour l'article 28 du règlement (CEE) n° 247/2006:</p> <p><i><u>"En cas de dégradation des conditions économiques des producteurs de bananes consécutive à une modification du régime d'importation, la Commission soumettra, avant le 31 décembre 2009, un rapport spécifique assorti le cas échéant des propositions requises".</u></i></p>	
<p>Le Comité propose de modifier l'article 30 du règlement 247/2006 en ajoutant le paragraphe suivant:</p> <p><i><u>"La Commission européenne pourra autoriser les États membres à inclure dans leurs programmes de soutien un régime d'avances spécifique pour les producteurs de bananes".</u></i></p>	<p>La Commission estime que la modification suggérée par le Comité n'est pas appropriée. La Commission a examiné en profondeur et en collaboration étroite avec les Etats membres la question des avances aux producteurs de bananes. Les conclusions de cette analyse démontrent que le nouveau système de paiements directs assure une liquidité suffisante aux producteurs et est sans doute plus avantageux que le système actuel.</p>
<p>Le Comité estime qu'en vidant pratiquement de son contenu l'OCM de la banane et en transférant l'aide financière pour ce produit vers le budget global des programmes POSEI, sans créer un chapitre spécifique pour la banane, la proposition à l'examen suppose, dans une certaine mesure, une déresponsabilisation de la Commission en ce qui concerne le secteur de la production communautaire de la banane.</p>	<p>La Commission estime que la crainte du CESE n'est pas justifiée. La proposition présente des avantages incontestables en termes de simplification et de cohérence avec la PAC réformée. La Commission continuera à assurer un suivi régulier et approfondi du marché communautaire de la banane et de la production communautaire en particulier. En ce qui concerne les programmes POSEI, la Commission est</p>

	<p>responsable de leur adoption et exerce un suivi et un contrôle réguliers des actions menées dans les régions ultrapériphériques au titre de ces programmes.</p>
<p>Le Comité apprécie que la Commission propose un système d'enveloppes budgétaires nationales fixes mais craint que le budget total qui en résulte ne soit pas suffisant en cas de dégradation importante des prix communautaires par suite de l'importante libéralisation du marché qu'implique le nouveau régime d'importation et de son évolution prévisible en raison des négociations commerciales internationales en cours.</p>	<p>La Commission estime que la crainte du CESE n'est pas justifiée. Elle estime que le budget proposé est tout à fait équilibré, compte tenu du niveau d'aide octroyé sous l'OCM actuelle et de l'évolution du régime d'importation. En particulier, la Commission s'est basée sur l'aide moyenne octroyée dans une période pluriannuelle représentative et a ajouté une marge de sécurité pour tenir compte de la variabilité du marché de la banane.</p>
<p>Il conviendrait que la Commission trouve une solution alternative pour maintenir le cadre communautaire des organisations de producteurs de bananes. La production européenne de ce produit est en effet très atomisée étant donné qu'il s'agit pour la plupart de petits producteurs qui doivent vendre leurs fruits sur un marché caractérisé par une forte concurrence, qui rend nécessaire une concentration importante de l'offre. Le Comité estime que ce cadre communautaire des organisations de producteurs pourrait être maintenu en conservant quelques dispositions du titre II du règlement (CE) n° 404/93, en particulier les articles 5, 8 et 9.</p>	<p>La Commission estime qu'il n'est pas approprié de donner suite à la suggestion du CESE. Presque 100% des producteurs de bananes sont déjà membres d'un groupement et la filière est de plus en plus structurée dans les principales régions de production. Dans un souci de simplification et pour mieux prendre en compte les particularités de chaque région, il est plus approprié de laisser aux Etats membres, s'ils l'estiment opportun, la charge d'encadrer ces organisations de producteurs.</p>

29. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1321/2004 sur les structures de gestion des programmes européens de radionavigation par satellite COM(2006) 261 final – CESE 1366/2006 - Octobre 2006 Rapporteur: M. BUFFETAUT DG TREN – M. BARROT	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
Point 1.5: Le CESE estime que la nouvelle rédaction de l'article 3 du règlement (CE) n° 1321/2004 répond de façon adaptée à la nécessité d'assurer la sécurité juridique nécessaire en matière de propriété du système.	La Commission ne peut que se féliciter du soutien du CESE sur ce point essentiel.
Point 3.6: Le CESE estime que le Conseil devrait se pencher sur la question de la responsabilité internationale des Etats de lancement pour les satellites de la constellation GALILEO.	Cette question sera examinée de près par l'Autorité européenne de surveillance GNSS avant d'être éventuellement soumise au Conseil. Elle ne se posera toutefois de manière effective que pour les satellites qui seront lancés dans le cadre de la phase de déploiement. Le début de cette phase n'étant désormais pas prévu avant la fin de l'année 2009, les institutions européennes disposent de la marge de temps nécessaire pour étudier la question de façon approfondie.

<p>34. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on roaming on public mobile networks within the Community and amending Directive 220/21/EC on a common regulatory framework for electronic communications networks and services COM (2006) 382 final - EESC 1367/2006 - October 2006 Rapporteur: Mr Hernandez Bataller (Var. Int./ ES) DG INFSO – Mrs Reding</p>	
Main points of the EESC Opinion	Commission Position
<p>The EESC in general supports the Commission proposal and suggests it is necessary and proportionate but makes the following suggestions.</p>	<p>The Commission welcomes the general support of the European Economic and Social Committee and takes note of its suggestions.</p>
<p>The EESC regrets that the Commission’s measures to bring an end to the excessive charging for this service by operators fall far short of users’ expectations, and indeed short of the measures that the Commission itself had originally envisaged.</p>	<p>The Commission adopted a proposal which aims to bring about a reduction of up to 60% in retail prices while allowing room for competition both at wholesale and retail level. The Commission’s aim was not to abolish roaming charges but to eliminate the unjustifiably high charges.</p>
<p>The Committee believes that the aim should be to remove all differences in roaming-related charges between Member States, without undermining whatever competition may develop between the products offered by the different operators. In practice, this means customer pays the same price as in their home country, regardless of where they are (the “home pricing” principle). The goal of domestic and roaming price parity is not achieved with the draft regulation in spite of the reduction in charges.</p>	<p>The Commission took note of the comments it received on the “home pricing” principle during the consultation phase. Under such an approach customers would have had to pay considerably more than under its current proposal for calls back to their home country which constitutes 80% of calls. Therefore, while taking note of the Committee’s comments, the Commission is of the opinion that its final proposal brings greater benefits to the consumer.</p>
<p>The proposed regulation set limits on the prices to be paid by roaming customers for calls received, but does not abolish such payments. The Committee believes that future efforts should be directed to introducing the “caller pays” principle, which is fairer.</p>	<p>Operators incur a cost for calls which are received by their customers when roaming. While the Commission agrees with the Committee that the "caller pays" principle may be fairer for most other types of call, in the fixed line, for example, the calling party making a</p>
	<p>mobile call may feel aggrieved at being charged at an international rate when they</p>

	<p>would have believed themselves to be making a regular 'domestic' mobile call.</p> <p>If the calling party was to be informed in advance that they are about to make an international call i.e. to a party roaming abroad, and that they will be charged accordingly, the disclosure of such information could have implications for the privacy of the party being called.</p>
<p><i>The Committee regrets that the Commission has not assessed the possible social impact on employment of adopting this measure, and hopes that its implementation will not undermine either employment or working conditions in the sector.</i></p>	<p>The Commission did consider the effects on employment and social inclusion, although a detailed impact assessment under these criteria was not possible in light of the absence of reliable data. However, the Commission is of the opinion that its proposal is balanced and its implementation will not undermine employment or working conditions, since efficient operators will still be able to make profits from roaming services.</p>
<p><i>The Committee views the six month delay before the entry into force of the retail charge limits – the price paid by final users – to be excessive, given that operators can easily adapt to the new situation, and calls for this delay to be removed.</i></p>	<p>The six-month delay was designed to ensure smooth implementation by ensuring that operators have sufficient time to adjust their billing systems/contracts with customers etc. In any case the retail provisions commence only four months after the wholesale provisions.</p> <p>The Commission will examine carefully any proposals in the Parliament and Council for a reduction in this period.</p>
<p><i>It is however considered more reasonable for the proposed regulation to include a number of transitional measures for a period of six months, introducing measures to offset the imbalances which might result for some operators from the implementation of the regulation, especially in the new Member States – provided that such transitional arrangements are not discriminatory towards consumers in these countries.</i></p>	<p>The Commission takes note of the Committee's request for transitional measures. It would, however, be difficult to construct such transitional periods without having an impact on consumers visiting those countries.</p>
<p><i>The Committee hopes that the implementation of the regulation will not lead to an adjustment in mobile charges,</i></p>	<p>The Commission shares the Committee's views but notes that it is unlikely that operators will attempt to recover costs by</p>

<p><i>whereby certain operators, under specific circumstances, attempt to recover costs by increasing their gains from other services. For this reason, it must be ensured that the mechanisms for setting wholesale and retail charges cover all service costs.</i></p>	<p>increasing their gains from other services. In general, the mobile sector is increasingly competitive in the domestic markets, which will hinder operators' ability to increase prices. In any case, National Regulatory Authorities and/or competition authorities have the tools to take action against any anti-competitive practices.</p>
<p><i>In the planned review of the regulation, the Commission must include its reasoning regarding the continued need for regulation or the possibility of its repeal, in the light of developments in the market and with regard to competition.</i></p>	<p>The Commission takes note of the Committee's recommendation.</p>
<p><i>When the functioning of the regulation is reviewed, its impact on employment and working conditions, and on operators' investment, must be assessed in order to identify the consequences</i></p>	<p>The Commission also takes note of this recommendation and will assess where possible the functioning of the regulation also vis-à-vis employment and operators' investment.</p>
<p><i>The Committee believes that the opportunity provided by the adoption of the regulation should be used to resolve other roaming-related problems, apart from unfair prices of services, such as the equally unfair activation of roaming services in border areas between EU countries</i></p>	<p>The Commission is aware of the problem of inadvertent roaming. This is an issue that can be tackled by NRAs and not specifically by an EU initiative, since it affects particular Member States. The best example in this case is Ireland, where the matter was solved through cross-border cooperation.</p>

<p>35. Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: i2010 eGovernment Action Plan - Accelerating eGovernment in Europe for the Benefit of All COM(2006) 173 final – EESC 1581/2006 – December 2006 Rapporteur: Mr Hernández Bataller (Var. Int./ES) DG INFSO – Mrs Reding</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>The EESC strongly recommends establishing objectives intended to meet the criterion of full coverage as regards broadband access and to encourage use of the Internet as an information and communication tool. Public confidence in this tool will depend on the degree of security that can be guaranteed for its use, which will affect e-government and the services that this can deliver to the public.</p>	<p>The Commission shares the view of the EESC and is engaged in activities to increase security and trust in services provided on line.</p>
<p>The EESC regrets the fact that the Action Plan makes no reference at all to the role of organised civil society in achieving the goals of public participation in democratic decision-making. Organised civil society, as the lynchpin of participatory democracy, must play a key role in the "digital democracy" of the future.</p>	<p>The Action Plan mentions that all stakeholders are to be involved. This includes organised civil bodies as well. Commission is already engaged in assessing means to enable citizens to participate more directly in the democratic process. The Directorate General Information Society and Media has just closed several calls on the topic.</p>
<p>The EESC reiterates that if the Lisbon objectives are to become realistically attainable, the European Union must offer a coherent, dynamic and progressive approach both in terms of objectives for the Union and in terms of institutional dynamics. The boost given by e-government is, of course, a useful contribution to attaining these objectives.</p>	<p>The Commission is engaged with all the relevant services in efforts to see the Lisbon objectives be reached in a coherent way.</p>

<p>The EESC reiterates the need for a boost to be given at European level to European public services (including customs, Galileo, the European health card and judicial cooperation in civil matters, such as the taking of evidence and the service of documents, and other new services such as the European vehicle registration and the European driving licence), thus bringing the different public administrations together in these sectors.</p>	<p>Through the Competitiveness and Innovation Programme (CIP), the Commission is engaging itself with the Member states at solving issues of common interest. In 2007 the focus will be on eProcurement, eID and the health insurance card.</p>
---	---

<p>36. Alien and locally absent species in aquaculture COM (2006) 154 – EESC 1355/2006 - October 2006 Rapporteur: Mr ESPUNY MOYANO (Empl./ES) DG FISH - Mr BORG</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>The EESC acknowledges the need for this legislation in order to protect the aquatic environment and biodiversity but makes a number of recommendations to simplify the draft Council Regulation.</p>	<p>The Commission takes note of this support for the principle of the legislation by the European Economic and Social Committee and also takes note of its concerns and recommendations.</p>
<p>The EESC calls for special treatment for those 'established' alien species (e.g. carp, rainbow trout, char and others) which have been used in European Aquaculture for a long time. A list of these species should be drawn up and they should not be subject to the full rigours of the legislation.</p>	<p>The Commission will take the recommendation to exclude a list of 'established' species from the permit requirement during the negotiations with the other institutions.</p>
<p>The Committee calls for the exemption of 'locally absent species' from the proposal.</p>	<p>The Commission cannot take this recommendation on board as these species are already subject to lighter treatment in the proposal as compared to alien species (for example their movement within Member States is exempted from the scope of the proposal). The Commission will, however, undertake to simplify further the provisions for locally absent species in Article 2 during negotiations with the other institutions.</p>
<p>The Committee calls for lighter conditions, principally in the areas: simplified application criteria (Annex I); shorter decision time for permits and more time before the measures become applicable.</p>	<p>The Commission will take suggestions for lightening the burden of the legislation into account in its negotiations with the other institutions, specifically these three items.</p>

41. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° .../... concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires COM(2006) 607 final – CESE 1571/2006 - Décembre 2006 Rapporteur: M. GKOFAS (Act. Div./EL) DG SANCO – M. KYPRIANOU	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
Le CESE approuve l'ajout à l'article 25 des paragraphes 3 et 4 qui prévoient l'application d'une nouvelle procédure de réglementation avec contrôle pour l'adoption de mesures de portée générale ayant pour objet de modifier des éléments non essentiels du règlement concernant les allégations. Cette modification est nécessaire pour compléter la procédure prévue.	En ligne avec la proposition de Règlement.
Le CESE est d'avis que la Commission devrait ultérieurement se saisir de la question de la simplification du cadre réglementaire en matière de sécurité alimentaire et de protection des consommateurs. Le CESE se félicite que la Commission entende réviser et mettre à jour la législation communautaire en vigueur en matière d'étiquetage des denrées alimentaires³ et, dans le contexte de l'amélioration de la réglementation, insiste sur l'importance de simplifier et de clarifier les dispositions actuelles en matière d'étiquetage.	Bien que cette considération soit en dehors du champ de la présente proposition de Règlement, la Commission prend note du commentaire du CESE et rappelle qu'un processus de révision des dispositions communautaire concernant l'étiquetage est en cours et vise à simplifier et à clarifier l'information destinée aux consommateurs.

³

Les exigences générales en matière d'étiquetage des denrées alimentaires sont fixées par la législation horizontale (directive 2000/13/CE et textes connexes) dont la plupart des dispositions remontent à 1978. La législation verticale prévoit d'autres dispositions spécifiques.

<p>43. Proposal for a Decision of the European Parliament and of the Council establishing an action programme for customs in the Community (Customs 2013) COM (2006) 201 final – EESC 1374/2006 – October 2006 Rapporteur: Laure BATUT (Trav./FR) DG TAXUD – Mr Kovacs</p>	
<p>Main Points of the EESC Opinion</p>	<p>Position of the Commission</p>
<p>The EESC in general supports the Commission draft decision but makes the following recommendations.</p>	<p>The Commission takes note of the general support of the European Economic and Social Committee and of its recommendations.</p>
<p>The EESC is of the opinion that supportive measures should be provided for possible reform processes of national customs due to the changing customs environment (see 4.7.2, 4.7.3 and 6.4)</p>	<p>The Commission considers the establishment of a social reform package mainly an issue of national competence (subsidiarity principle). This does not prevent that in addition Programme instruments (working visits, benchmarking, training, etc) can be used to support customs administrations in their changing role and to assist their officials in improving knowledge and capabilities as regards new customs legislation/methods.</p>
<p>Clarification was requested on the degree of cooperation with non-EU countries and with international organisation taking part in Programme activities (see 4.7.3.5, 5.3.1, 6.5.c), 5.2.1 and 6.5.d))</p>	<p>The Commission is of the opinion that cooperation with those parties is indeed important and that it should be established whenever useful to carry out the Programme's objectives. Therefore, the Commission agreed with the Council amendment to change -in the article 14 on participation in activities under the programme- the word "essential" into "useful". Further explanatory notes on the eligibility for aid and the degree of participation under the Programme for Candidate Countries, potential Candidate Countries and ENP's should in our view be defined in the appropriate legal acts (Framework Agreement, Association Council Agreements, etc) established for the countries concerned.</p>
<p>The EESC also requested further details on the public services that may be given access to their commercial or other data, whether</p>	<p>Following this request and the similar remark expressed by Council, there was agreement to the Council amendment on article 7§6 clarifying</p>

<p>free of charge or otherwise (see 6.5.a))</p>	<p>that the Commission may make the "CCN/CSI" available to other "administrations" for customs or non-customs purposes and that "a financial contribution may be required to cover the related costs". Consequently, this amendment explains that the accessibility is envisaged for the CCN/CSI gateway and not for the IT systems or data themselves.</p>
<p>The EESC would like the possibility of co-financing I and III pillar activities to be looked at to facilitate complementarity between anti-fraud services and to avoid duplication of costs.</p>	<p>Customs 2013 provides for financing activities which fall under the first pillar. Coordination of activities with other funding sources coming from either third pillar programmes or from national budgets is possible.</p>
<p>The EESC is concerned that customs penalties are different between Member States and that this could lead to diversion of traffic and different treatment</p>	<p>The Commission shares the concern expressed by the EESC and, for this reason, addressed the issue in the Modernized Customs Code (Art. 22) which aims at providing a framework of convergence for customs penalties, thus providing for a level playing field between economic operators and at the same time ensuring the protection of the financial interests of the Community. The degree of convergence will, of course, depend on the outcome of negotiations at the Council and EP.</p>
<p>The EESC would like the position of EU customs versus other customs systems in the world (in relation to security issues) to be clarified</p>	<p>The Commission works in close cooperation with all its major trading partners through Joint Committees, as well as with other customs administrations through the WCO, in seeking to achieve a coordinated approach based on reciprocity.</p>

PARTIE C: avis faisant l'objet d'un autre type de réponse

a) Accord entre la Commission et le CESE

3. Elimination contrôles – transports par route et voies navigables
COM(2006) 432 final - CESE 1368/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)
SJ – M. le Président

4. Propriété intellectuelle – droit de location
COM(2006) 226 final - CESE 1350/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. RETUREAU (Trav./FR)
SJ – M. le Président

5. Durée de protection du droit d'auteur
COM(2006) 219 final - CESE 1351/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. RETUREAU (Trav./FR)
SJ – M. le Président

6. Dispositions législatives - domaine des transports
COM(2006) 284 final - CESE 1364/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. TOTH (Act. Div./HU)
SJ – M. le Président

7. Véhicules à moteur/montage plaque d'immatriculation arrière
COM(2006) 478 final - CESE 1353/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. JANSON (Trav./SE)
SJ – M. le Président

8. Publicité trompeuse
COM(2006) 222 final - CESE 1352/2006– Octobre 2006
Rapporteur: M. WESTENDORP (Act. Div./NL)
SJ – M. le Président

9. Eaux conchylicoles
COM(2006) 205 final - CESE 1358/2006– Octobre 2006
Rapporteur: M. KALLIO (Act. Div./FI)
SJ – M. le Président

10. Micro-organismes génétiquement modifiés
COM(2006) 286 final - CESE 1360/2006– Octobre 2006
Rapporteur: M. CHIRIACO (Trav./IT)
SJ – M. le Président

11. Protection des veaux
COM(2006) 258 final - CESE 1359/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. NIELSEN (Act.div./DK)
SJ – M. le Président

12. Actions d'éradication certaines maladies animales
COM(2006) 315 final - CESE 1361/2006– Octobre 2006
Rapporteur: M. COUPEAU (Act. Div./FR)
SJ – M. le Président

13. Identification des commandes, témoins et indicateurs/véhicules à moteurs 2 ou 3 roues
COM(2006) 556 final - CESE 1567/2006– Décembre 2006
Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)
SJ – M. le Président

Etant donné qu'il s'agit de codifications, la Commission se limite à prendre note de l'avis favorable du CESE.

16. Médicaments utilisés en pédiatrie
COM(2006) 640 final - CESE 1568/2006 – Décembre 2006
Rapporteuse: M^{me} HEINISCH (Act. Div./DE)
DG ENTR - M. VERHEUGEN

Le règlement en examen modifie le règlement sur les médicaments utilisés en pédiatrie, pour l'adapter aux nouvelles règles en matière de comitologie. Dans son avis, le CESE reconnaît que la proposition de la Commission correspond parfaitement aux procédures par lesquelles les compétences d'exécution sont conférées à la Commission et approuve sans réserve la proposition de la Commission. D'autre part, le règlement a été adopté par le Conseil le 20 décembre 2006 et publié au JO du 27 décembre 2006. Etant donné la situation, la Commission ne donnera pas de suivi à ce point.

22. Circulation des aliments composés pour animaux
COM(2006) 340 final – CESE 1363/2006- Octobre 2006
Rapporteur: M. NIELSEN (Act. Div./DK)
DG SANCO – M. Kyprianou

La Commission estime qu'il n'est pas approprié de donner une suite à cet avis du CESE, notamment en raison du plein accord entre les deux Institutions.

39. Community Action Plan on the Protection and Welfare of Animals 2006 - 2010
COM (2006) 13 final– EESC 1356/2006 - October 2006
Rapporteur: M. NIELSEN (Var. Int./DK)
DG SANCO – Mr Kyprianou

Main points of the EESC Opinion	Commission Position
<p>The EESC backs the strategy proposed in the Community Action Plan and supports in particular the approach to support market forces, such as labelling.</p> <p>It advocates for a sound scientific basis for any animal welfare initiative and welcomes in this context the suggested initiative to establish a centre or laboratory for the protection and welfare of animals.</p> <p>The importance of the international dimension is stressed, regretting the lack of progress to reach recognition of animal welfare as non-trade concern in the WTO negotiations.</p>	<p>The Commission welcomes the opinion of the EESC, which is fully in line with the suggested strategy.</p> <p>The Commission looks forward to further constructive contributions on the different initiatives that will be proposed for the implementation of the Action Plan in the coming years. At this occasion the specific comments of the EESC will be carefully taken into account.</p>

44. TVA/services de radiodiffusion, télévision et voie électronique
COM(2006) 739 final - CESE 1563/2006 - Décembre 2006
Rapporteur: M. BURANI (Empl./IT)
DG TAXUD – M. Kovacs

Le Conseil ayant déjà adopté la Directive, aucun suivi ne sera donné à cet avis, qui est d'ailleurs favorable à la proposition de la Commission.

b) Avis pour lesquels la Commission formule certaines remarques

DOCUMENT BILINGUE

<p>10. Risques et problèmes liés à l'approvisionnement de l'industrie européenne en matières premières 3^e trim 06 Avis d'initiative - CESE 964/2006 – Septembre 06 Rapporteur: M. VOSS (Empl./DE) DG TREN - M. Piebalgs</p>	
<p>Points de l'avis du CESE estimés essentiels</p>	<p>Position de la Commission</p>
<p>1.1 La démarche est celle d'une politique durable des matières premières: (...) (...) orientations en vue de prendre des décisions politiques visant à mettre en œuvre une politique en matière de ressources, de recherche et de développement, et une politique extérieure capables de se maintenir à l'avenir, à la fois au niveau de l'UE et des États membres.</p> <p>La réalisation des objectifs de Lisbonne, selon lesquels l'Union européenne devrait devenir l'espace économique le plus compétitif et le plus dynamique d'ici à la fin de la décennie, nécessite une politique industrielle novatrice en accord avec les orientations sociales et écologiques qui conditionnent la disposition à des mutations structurelles.</p> <p>La mutation structurelle nécessaire doit être organisée de manière proactive et constituer une stratégie faisant partie intégrante d'un développement durable.</p>	<p>L'avis ne met pas en discussion les orientations de la Commission en matière de politique de l'énergie.</p> <p>Les trois piliers de la politique énergétique sont:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la durabilité (notamment pour ce qui concerne le changement climatique), 2. le compétitivité (objectifs de Lisbonne), et 3. la sécurité d'approvisionnement. <p>Il est clair que la mise en œuvre de cette politique demandera des adaptations, notamment dans les secteurs industriels où les gains d'efficacité pourront s'avérer essentiels pour la compétitivité.</p>
<p>1.3 Les analyses des cycles de vie, contribuent à ce que les matières premières minérales et métalliques soient exploitées efficacement et avec le plus faible impact possible sur l'environnement, à développer des processus de recyclage et à substituer progressivement, à</p>	<p>La prise en compte des analyses des cycles de vie pour augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles et réduire leur impact possible sur l'environnement est au cœur de la Stratégie Thématique sur l'utilisation durable des</p>

<p>l'utilisation des matières premières disponibles de façon limitée et qui favorisent l'effet de serre, pour autant que cela soit possible sur le plan technologique, le recours plus systématique à des sources d'énergie pauvres en carbone, renouvelables et n'ayant pas d'incidence sur le plan climatique.</p>	<p>ressources naturelles (COM(2005)670).</p> <p>La lutte contre le changement climatique est une des priorités de la politique énergétique:</p> <p>Le Plan d'action sur l'efficacité énergétique (COM(2006)545) a été adopté le 19 octobre 2006 et le "paquet environnement-énergie" adopté le 10 janvier 2007 inclut une Feuille de route sur les énergies renouvelables (COM(2006)848), ainsi qu'une Communication sur la production d'électricité à partir de sources fossiles visant l'élimination des rejets de gaz à effet de serre (COM(2006)843).</p> <p>Un Plan stratégique sur les technologies de l'énergie devra être adopté à la fin 2007.</p>
<p>1.4 Les institutions de l'UE peuvent contribuer à garantir l'approvisionnement en matières premières, par une politique active en matière de commerce, de recherche et de politique étrangère.</p> <p>Le Comité économique et social européen invite les États membres de l'Union à participer à la formulation des grandes lignes d'une politique européenne des matières premières et de l'énergie.</p>	<p>Comme indiqué dans la Communication de la Commission (COM(2007)1), une Politique de l'énergie pour l'Europe inclut les volets essentiels de la recherche et des relations extérieures, notamment afin d'assurer son approvisionnement, tout en prévenant les possibles tensions avec les autres pays consommateurs, et de manière compatible avec les nécessités des pays en voie de développement.</p>
<p>Le rapport souligne l'importance des sources d'énergie renouvelables mais aussi celle de l'efficacité énergétique.</p> <p>Pour ce qui concerne l'industrie européenne, les gains d'efficacité sont essentiels, d'une part, pour contrecarrer les délocalisations, vers les pays où les coûts liés à l'énergie sont plus bas, d'autre part, il est clair que le fait de délocaliser vers des pays où il n'y a pas des contraintes d'émission ne permet pas de lutter</p>	<p>Le Plan d'action sur l'efficacité énergétique (COM(2006)545) a été adopté le 19 octobre 2006 et le "paquet environnement-énergie" adopté le 10 janvier 2007 inclut une Feuille de route sur les énergies renouvelables (COM(2006)848).</p>

<p>contre le changement climatique.</p>	
<p>Secteur métaux</p>	<p>The Commission is in agreement with the EESC's main recommendations.</p> <p>In August 2006 the Commission adopted a Staff Working Document 'Analysis of economic indicators of the EU metals industry: the impact of raw materials and energy supply on competitiveness'. On the basis of this analysis, the Commission intends now to adopt a Communication proposing policy actions in the fields of waste, energy, trade and research to assist the EU metals industry to adapt to the new global situation. A public consultation exercise ran from 15 September until 31 October 2006.</p> <p>DG ENTR is also preparing a Staff Working Document on the competitiveness of the non-energy extractive industry which will serve as an input to the High Level Group on Competitiveness, Energy and the Environment, in particular the future Ad Hoc Group 10 'Access to natural resources and secondary raw materials and waste', which is expected to be established in 2007.</p>
<p>Secteur bois</p>	<p>The Commission agrees with the main recommendations but considers that further attention should be given to other raw materials apart from the metals, very relevant for the European Industry, like wood.</p> <p>In particular, the Commission would like to refer to the possible conflict between the use of wood by the industry (woodworking and pulp and paper) and as a renewable energy source (biomass) and the associated rise in wood prices and supply problems.</p>

Though sufficient forest resources are available, seen at Community level, it is of vital importance to deal with the supply and demand at national, regional and local levels, since transport costs to a large extent limit supply over long distances. There is a need to make sure that wood markets are working efficiently and effectively and that the supply is increased through active participation, including by all forest owners. Hereby the growing stock of timber can be harnessed, thus increasing the competitiveness of the forest-based sector, creating jobs within the sector as well as in the downstream parts of the value-chain in the woodworking industries and in the pulp and paper industry.

The Commission intends to adopt a Communication on 'Innovative and Sustainable Forest-based Industries in the EU' that will analyse the challenges of the sector (including access to raw material) and propose actions to overcome the challenges.

The proposal has been subject to a public consultation, which took place during October and November 2006. The Advisory Committee on Community Policy regarding Forestry and Forest-based industries has also been consulted.

<p>57. L'immigration au sein de l'UE et les politiques d'intégration: La collaboration entre les gouvernements régionaux et locaux et les organisations de la société civile.</p> <p>3^e trim 06</p> <p>Avis d'initiative - CESE 1169/2006 – Septembre 2006</p> <p>Rapporteur: M. PARIZA CASTAÑOS (Trav./ES)</p> <p>DG JLS – M. FRATTINI</p>	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
<p>Conception selon laquelle l'intégration est un processus à double sens, dynamique, de compromis réciproque entre tous les immigrants et résidents des États membres.</p>	<p>La Commission se félicite de la reconnaissance de ce principe qui est à la base des orientations proposées pour le développement des politiques d'intégration.</p>
<p>Importance du dialogue en matière d'intégration et d'immigration avec les partenaires sociaux ainsi que d'autres organisations de la société civile.</p>	<p>La Commission établira une rencontre européenne sur l'intégration qui réunira plusieurs parties intéressées actives dans le domaine de l'intégration au niveau de l'UE.</p> <p>Forum is the political gathering</p>
<p>Examiner et échanger les bonnes pratiques en matière d'intégration mises en œuvre en Europe.</p>	<p>La Commission présentera le troisième Rapport annuel sur les migrations et l'intégration et le deuxième "<i>Handbook sur l'intégration</i>". La préparation d'un site Internet sur l'intégration et le développement des travaux des Points de contact nationaux sur l'intégration seront en outre poursuivis.</p>

<p>15. Broad economic policy guidelines and economic governance – The conditions for more coherence in economic policy-making in Europe Own-initiative opinion - EESC 1369/2006 – October 2006 Rapporteur: Mr Nyberg (Work./SE) DG ECFIN – Mr Almunia</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>The EESC calls on the Commission to carry out further analysis on core inflation.</p>	<p>The Commission regularly monitors and analyses developments in core inflation. For example, recent editions of the <i>Quarterly report on the euro area</i> have examined the impact on core inflation of energy price rises and wage developments.</p>
<p>The EESC calls on the Commission to: carry out a more detailed study of the specific policies pursued by countries with a good inflation/growth ratio (i.e. low inflation compared to the growth rate) should provide a basis for future benchmarking.</p>	<p>A good inflation/growth ratio, meaning low inflation with fast growth, is only possible in a flexible economy where the supply-side can adjust to economic shocks, reallocating resources quickly from areas of the economy where the shock means they are no longer needed as much to those areas where they are. A flexible economy is achieved by introducing structural reforms to tackle existing economies' rigidities.</p> <p>The Commission, in its latest <i>Annual Progress Report</i>, provides assessments of progress made by Member States in implementing their own structural reform programmes to tackle significant domestic economic rigidities. The Commission is therefore already providing the analysis that the EESC calls for. Other Commission publications, such as its forecasts also look at these issues. It is important, however, to bear in mind the impact of the cycle on the inflation/growth ratio as well as other temporary factors, such as developments in energy prices which are usually exogeneously determined as complicating factors in any analysis.</p>

The Committee suggests that it might be useful to carry out an analysis of, for example, the extent to which productivity changes have been responsible for the differences in growth rates? How far do productivity gain differentials depend on different levels of investment and innovation? What methods are generally available for increasing productivity? The EESC therefore calls on the Commission to look into the link between the primary growth and employment objectives and, for example, productivity gains and inflation levels.

The Commission continuously monitors productivity developments. Its assessment of the current round of Stability and Convergence Programmes includes analysis quantifying the role of different growth drivers lying behind each Member State's recent growth rate, including the role of productivity, which is in turn affected by a multitude of factors including investment, innovation and human capital. The whole Lisbon strategy aims at increasing productivity and employment rates.

Thanks to the macroeconomic framework set up for the EMU reducing policy errors at national level, differences in growth rate are to a lower degree due to cyclical factors. This implies that existing differences in growth rates in the euro area are mainly due to different potential growth rates. To reduce such differentials, it becomes then even more important to implement the Lisbon strategy which will in turn also allow a more rapid adjustment to shocks.

<p>24. Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on an EU Forest Action Plan COM (2006) 302 final – EESC 1326/2006 - October 2006 Rapporteur: Mr Wilms (Empl./DE) DG AGRI – Mrs Fischer Boel</p>	
Main points of the EESC Opinion	Commission Position
<p>The EESC points out that an EU Forest Action Plan must be drawn up in an economically, ecologically and socially (sustainably) balanced and equivalent way.</p>	<p>The EU Forest Action Plan integrates the three dimensions (economic, social and ecological) of sustainable forest management, as it is clearly indicated in the four specific objectives of the Plan. This is consistent with the Council Resolution of 15 December 1998 on a Forestry Strategy for the EU.</p>
<p>The Committee takes the view that the number of objectives should be increased from 4 to 5, by adding "Promotion of the forest as a work place" which would include the "safeguarding and extension of the vocational skills of those employed in forests" and the "strengthening and maintenance of rural areas".</p>	<p>Actions related to the promotion of the forest as a work place are integrated across the four objectives of the Forest Action Plan. They concern in particular activities related to research and technological development, innovation, development of new market outlets for forest products, education and training of forest owners and forest workers and promotion of advisory services.</p>
<p>The Committee proposes that the subject of safeguarding and extending vocational skills of those employed in forests should be taken into account when considering the forest as a work place.</p>	<p>Education and training of forest owners and forest workers has been considered in the EU Forest Action Plan. The Member States have the possibility to implement activities in this field according to their specific needs and priorities.</p>
<p>The EESC sees the strengthening and maintenance of rural areas as an important factor in ensuring that the EU Forest Action Plan can be successfully implemented on the spot in the Member States. The rural areas chapter of the Action Plan actively ensures that these areas in Europe have a future and do not atrophy and lag behind as ecological and social wastelands.</p>	<p>The Council Regulation (EC) No 1698/2005 on support for rural development by the European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD) aims at promoting sustainable rural development throughout the Community.</p>

	<p>Forestry is an integral part of rural development and the specific forestry measures that Member States can include in their rural development programmes for the period 2007 – 2013 have been designed in accordance with the EU Forestry Strategy and the Forest Action Plan. This will facilitate the implementation of the Forest Action Plan in the rural areas of the Community.</p>
<p>The Committee attaches importance to the fact that the EU Forest Action Plan is a totally reliable project and not a mere declaration of will. Reliability is the key to the acceptance and credibility of an EU Forest Action Plan.</p>	<p>Following the adoption of Council Conclusions on the EU Forest Action Plan in October 2006, the Commission has elaborated a detailed work programme for its implementation during the period 2007 -2011. This will facilitate the execution of the Action Plan in a transparent and coordinated manner.</p>

28. Proposition de règlement du Conseil modifiant les statuts de l'entreprise commune Galileo figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 876/2002 du Conseil COM(2006) 351 final - CESE 1365/2006 - Octobre 2006 Rapporteur: M. PEZZINI (Empl./IT) DG TREN – M. BARROT	
Points de l'avis du CESE estimés essentiels	Position de la Commission
Points 1.3 et 2.3: Le CESE manifeste ses préoccupations à l'égard des retards accumulés par le programme.	<p>Le déroulement du programme GALILEO enregistre effectivement des retards par rapport à la planification initiale. Les causes de ces retards résident dans des difficultés tenant à la fois à une exigence accrue en ce qui concerne les spécifications imposées au système, à la complexité de certains aspects techniques et à certaines difficultés liées à la coordination des entreprises participant au programme. Il convient toutefois de souligner que de tels retards sont malheureusement fréquents pour des projets d'une ambition et d'une complexité comparables.</p> <p>La modernisation des systèmes concurrents de GALILEO ayant également pris du retard, le décalage du calendrier de mise en service ne pénalise pas pour l'instant l'avenir commercial de ce grand projet européen.</p>
Points 1.6 à 1.8, et 2.10: Le CESE considère que l'Autorité européenne de surveillance GNSS doit être prête à reprendre l'ensemble des activités de l'entreprise commune Galileo.	<p>La nouvelle rédaction de l'article 2 du règlement n°1321/2004 confie à l'Autorité de surveillance à compter du 1^{er} janvier 2007 l'ensemble des missions précédemment confiées à l'entreprise commune Galileo. Les effectifs de l'Autorité ont été accrus en conséquence, y compris par le recrutement de certaines personnes auparavant salariées de l'entreprise commune. Seule la question de la participation des Etats tiers aux travaux de l'Autorité, qui dépasse le cadre du transfert des activités de l'entreprise</p>

	<p>commune à l'Autorité, n'a pu être réglée avant le 31 décembre 2006. Elle a fait l'objet, en décembre 2006, d'une proposition de mandat de négociations de la Commission au Conseil.</p> <p>Il importe enfin de souligner que le CESE a finalement été invité à se prononcer également sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1321/2004 (cf. l'avis TEN/267).</p>
<p>Point 1.9: Le Comité souhaite être consulté sur le livre vert relatif aux applications du programme Galileo.</p>	<p>La Commission a en effet consulté le CESE sur ledit Livre Vert.</p>

<p>37. Un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme COM (2005)596 final – CESE 1372/2006 – Octobre 2006 Rapporteuse: M^{me} LE NOUAIL MARLIERE (Trav./FR) DG EAC – Mr Figel'</p>	
<p>Points de l'avis du CESE estimés essentiels</p>	<p>Position de la Commission</p>
<p>Le Comité approuve l'initiative.</p>	<p>La Commission prend note de l'appui du Comité Européen Economique et Social et tiendra compte, entre autres, de son avis dans des Communications à venir sur le multilinguisme.</p>
<p>La Commission éclaire les États membres, en leur indiquant plus précisément les liens ou compléments d'action à mettre en œuvre dans les plans nationaux demandés et explicite que le multilinguisme ou le plurilinguisme est un apport possible à l'intégration politique et culturelle de l'UE, et vecteur de compréhension et d'inclusion sociale;</p>	<p>La Commission se félicite de l'importance attachée par le Comité aux liens entre le multilinguisme, l'intégration politique et sociale et l'inclusion sociale. Elle s'efforcera de mettre ces liens d'avantage en valeur dans le suivi auprès des États membres.</p>
<p>L'étendue de l'offre d'enseignement soit concertée au niveau européen si l'on veut atteindre un résultat dans la durée, et que le réservoir potentiel de compétence ne soit pas réduit à un nombre restreint de langues;</p>	<p>La concertation a lieu notamment par le biais du groupe d'experts "langues" sur base de la méthode ouverte de coordination. Même si la communauté n'a pas de compétence directe dans ce domaine, l'objectif est d'étendre l'offre des langues.</p>
<p>Toutes les pratiques multilingues dans les domaines professionnel, culturel, politique, scientifique, social, soient promues et encouragées;</p>	<p>La Commission cherchera à promouvoir et à encourager les pratiques multilingues à travers l'ensemble de ses activités dans ce domaine. A titre d'exemple, la diversité linguistique aura un rôle important à jouer dans le cadre de l'Année Européenne du Dialogue Interculturel 2008.</p>
<p>Les experts associés ne soient pas uniquement des spécialistes des disciplines sociales et scientifiques et incluent des praticiens linguistes, interprètes, traducteurs, enseignants et professionnels des langues;</p>	<p>La Commission cherche à impliquer une large variété d'experts des différentes disciplines dans le travail stratégique.</p> <p>Le groupe de Haut Niveau pour le Multilinguisme, constitué en réponse à une demande dans la Communication, réunit des experts de disciplines très diverses.</p>

<p>Les générations présentes d'adultes jeunes et moins jeunes soient dûment et mieux prises en considération dans ces orientations, au travers de la formation tout au long de la vie, et de leurs droits culturels lorsque la Commission entrera dans la phase programmatique;</p>	<p>La Commission a l'intention d'assurer un suivi encore plus soutenu de la participation des adultes, non seulement dans le cadre du nouveau programme intégré d'apprentissage tout au long de la vie (ILLP), mais aussi dans l'évolution continue des politiques en matière de multilinguisme.</p>
<p>La Commission s'appuie non seulement sur les travaux universitaires mais sur les actions des associations actives dans le domaine et soutient les initiatives populaires en réseau de la société civile.</p>	<p>La promotion de l'apprentissage des langues et la mise en valeur des compétences interculturelles font partie intégrale du processus de Lisbonne. Toute activité impliquant la société civile dans ce domaine qui pourra apporter une contribution aux objectifs communs sera encouragée.</p>

<p>46. Proposal for a Council Regulation amending Regulation (EC) as regards jurisdiction and introducing rules concerning applicable law in matrimonial matters COM (2006) 399 final –EESC 1579/2006 - December 2006 Rapporteur: Mr Retureau (Work./EN) DG JLS - Mr Frattini</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>The Committee welcomes the proposal which it believes will simplify and clarify the situation in the EU for multinational couples who want to divorce.</p>	<p>The Commission welcomes the support of the Committee on the proposal.</p>
<p>The Committee regrets that the scope of the proposal is limited to matrimonial matters, thus leaving aside the consequences of a divorce, in particular the distribution of assets and custody of children. The Committee would prefer that these matters be dealt with in the same instrument.</p>	<p>The Commission fully agrees with the Committee that matrimonial matters are often inextricably linked with the distribution of assets, parental responsibility and maintenance. The Commission is therefore particularly attentive of the need to ensure coherence between the current and future Commission initiatives in these fields.</p>
<p>The Committee would have preferred a more flexible policy option in cases the spouses do not agree on the applicable law. It regrets that the possibility to transfer a case, which was suggested in the Green paper, was not maintained in the proposal.</p>	<p>The possibility to transfer a case was not included in the proposal, since the majority of the respondents to the Green Paper believed that such a solution would entail additional delays and costs and run counter the principle of legal certainty.</p>
<p>The Committee considers that the proposal should specify that judgments from third States will be recognised in the EU only if they comply with the European Convention on Human Rights, the Charter of Fundamental Rights and the principle of equality between spouses.</p>	<p>This question falls outside the scope of the current proposal which is limited to matters of jurisdiction and applicable law. Council Regulation (EC) No. 2201/2003 deals with recognition of judgments issued in other Member States. However, this Regulation does not apply to judgments issued in third States.</p>

<p>47. Children as indirect victims of domestic violence Own-initiative opinion - CESE 1577/2006 – December 2006 Rapporteur: Mrs HEINISCH (Var. Int./DE) DG EMPL – Mr SPIDLA - DG JLS – Mr FRATTINI</p>	
<p>Main points of the EESC Opinion</p>	<p>Commission Position</p>
<p>Para. 1.4:</p> <p>Whilst the main responsibility for combating domestic violence lies with the Member States, the importance of children's rights and the different responses in different countries do, however, lead the EESC to believe that a Europe-wide strategy is necessary.</p> <p>The basis for this Europe-wide strategy must be an initial Europe-wide study on the prevalence and consequences of growing up in the context of domestic violence, which also looks into what can be and is being done to protect and support children indirectly affected by such violence.</p>	<p>The EESC has already called for a Europe-wide strategy regarding domestic violence against women (see EESC opinion of 16/03/06 on Domestic violence against women) and a strategy on the protection and support of children witnessing such violence would be part of such strategy. The Commission is willing to consider developing such strategy within the limits of its Treaty competencies.</p> <p>Before defining any new policy strategy, it is indeed important to draw up a study on the subject matter. A specific study on the prevalence and consequences of children growing up in the context of domestic violence, including protection and support mechanisms for such children, could be envisaged within the context of available relevant financing programmes.</p> <p>The Daphne Programme has since 1997 funded a number of projects explicitly addressing the problem of children witnessing violence in the home. These projects have mostly been focused on ways to protect, support and assist such children and have in many cases directly targeted the professionals working in this field. The results of these projects are a valuable knowledge base for any EU or Member State action in the area.</p>

1.1.1 Para. 2.4.6: Research into the type, extent and impact of domestic violence on children

1.1.1.1 2.4.6.2. Surveys and research projects on children in the context of domestic violence should be carried out in all EU Member States. A coordinated approach would be sensible and necessary in order to ensure the comparability of methods and findings.

As laid out in its Communication "*Developing a comprehensive and coherent EU strategy to measure crime and criminal justice: An EU Action Plan 2006 – 2010*" (COM(2006) 437 final, 07/08/2006), the Commission is currently developing a system for developing EU comparable statistics on crime, victimisation and criminal justice, on the basis of harmonised definitions and collection procedures. Domestic violence in all its forms is included as a priority area in the action plan for 2008.

c) **Avis pour lesquels, en l'état, la Commission n'est pas en mesure de formuler des remarques**

1. Livre vert Transparence
COM(2006) 194 final - CESE 1373/2006 – Octobre 2006
Rapporteuse: M^{me} SÁNCHEZ MIGUEL(Trav./ES)
SG – M. le Président

Le suivi de ce point est reporté au trimestre suivant.

2. Les liens et les pratiques entre les autorités nationales et communautaires
Avis d'initiative - CESE 1564/2006 – Décembre 2006
Rapporteur: M. VAN IERSEL (Empl./NL)
SG – M. le Président

Le suivi de ce point est reporté au trimestre suivant.

19. Livre vert – Actions et dommages et intérêts
COM(2005) 672 final - CESE 1349/2006 – Octobre 2006
Rapporteuse: M^{me} SÁNCHEZ MIGUEL(Trav./ES)
DG COMP – M^{me} KROES

Le suivi de ce point est reporté au trimestre suivant.

23. Etiquetage des boissons spiritueuses
COM(2005) 125 final - CESE 1354/2006 – Octobre 2006
Rapporteur: M. DORDA (Empl./PL)
DG AGRI – M^{me} FISHER BOEL

Le suivi de ce point est reporté à une prochaine date, en raison de l'état du dossier à l'heure actuelle.

26. Soutien au développement rural par le FEADER
COM(2006) 237 final - CESE 1570/2006 – Décembre 2006
Rapporteur: M. KIENLE (Empl./DE)
DG AGRI – M^{me} FISCHER BOELE

La Commission ne donnera pas de suite à cet avis, dans la mesure où il s'agit d'adaptations techniques, faisant suite au Conseil de décembre 2005.

30. Navigation intérieure – prescriptions techniques bateaux
COM(2006) 646 final - CESE 1582/2006– Décembre 2006
Rapporteur: M. RUSCHE (Empl./DE)
DG TREN – M. BARROT

La Commission ne donnera pas de suivi à cet avis car il s'agit d'une proposition visant uniquement à ajuster les propositions initiales afin de tenir compte de la nouvelle procédure de comitologie. Les clauses standards ont d'ailleurs fait l'objet d'un accord entre les trois institutions.

31. Aviation civile – Harmonisation règles techniques
COM(2006) 645 final - CESE 1583/2006 – Décembre 2006
Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)
DG TREN – M. BARROT

La Commission ne donnera pas de suivi à cet avis car il s'agit d'une proposition visant uniquement à ajuster les propositions initiales afin de tenir compte de la nouvelle procédure de comitologie. Les clauses standards ont d'ailleurs fait l'objet d'un accord entre les trois institutions.

32. Sûreté de la chaîne d'approvisionnement – Transports marchandises
COM(2006) 79 final - CESE 1580/2006 – Décembre 2006
Rapporteur: M. SIMONS (Empl./NL)
DG TREN – M. BARROT

The Commission wants however to inform the Committee that in common agreement with the European Parliament, the examination of this proposal has been temporarily frozen in order to take account of the recent developments concerning the customs code.

33 Libérer et renforcer le potentiel de l'Europe pour la recherche, le développement et l'innovation

Avis demandé par la future présidence DE - CESE 1566/2006 – Décembre 2006

Rapporteur: M. WOLF (Act. Div./DE)

DG RDT – M. POTOENICK

Le suivi de ce point est reporté au trimestre suivant.

40. Proposal for a Council Decision amending decision 90/424/EC on expenditure in the veterinary field

COM (2006) 273 final – EESC 1357/2006 – October 2006

Rapporteur: Mr NIELSEN (Var. Int./DK)

DG SANCO - Mr Kyprianou

La Commission ne donnera pas de suite à cet avis.

42. Adjonction de vitamines, des substances minérales aux denrées alimentaires

COM (2006) 606 final - CESE 1572/2006 – Décembre 2006

Rapporteur: Mr KAPUVARI (Trav./HU)

DG SANCO – M. Kyprianou

La Commission estime qu'il n'est pas approprié de donner une suite à cet avis du CESE en raison du plein accord entre les deux Institutions.

45 Vers une stratégie de l'UE sur les droits des enfants

COM(2006) 367 final - CESE 1578/2006 – Décembre 2006

Rapporteuse: M^{me} VAN TURNHOUT (Act. Div./IE)

DG JLS – M. FRATTINI

Le suivi de ce point est reporté au trimestre suivant.